

La force de chacun

RAPPORT
ANNUEL
2018



20.567

GÉNÉREUX

SYMPATHISANTS

NOUS ONT SOUTENUS

GRÂCE À LEURS DONNÉS

288

VOLONTAIRES SOLIDAIRES

ACCOMPAGNENT, AVEC NOUS,
DES DEMANDEURS D'ASILE
ET DES RÉFUGIÉS

146

COLLABORATEURS

TRAVAILLENT AVEC
ENTHOUSIASME AUX CÔTÉS
DES PLUS VULNÉRABLES



La force de chacun

Conseil d'administration	4	Coopération internationale : carte	42
Mot du président	5	Personnel et organisation	44
Vision, mission	6	Récolte de fonds et campagnes	46
Aperçu des programmes	36	Rapport financier	48
• Asile et migration	36	Remerciements	50
• Aide d'urgence et développement	37		

01



Aide d'urgence et développement 7

1 • Sulawesi : tremblement de terre et tsunami	8
2 • La crise au Moyen-Orient	9
3 • Ouganda : autonomie pour les réfugiés Sud-Soudanais	11
4 • RD Congo : déplacés retournés du Kasai	12
5 • Rwanda : réfugiés vulnérables et autonomie	13
6 • Burundi : réduire les risques de catastrophe	14
7 • Niger : pénurie alimentaire et migration	15
8 • Haiti : aide d'urgence et réduction des risques	17

02



Asile et migration 19

1 • Accueil et accompagnement des demandeurs d'asile	20
2 • Accompagner les réfugiés vers l'autonomie	23
3 • Intégration : logement	25
4 • Soutien à la réintégration	27
5 • Tutelle de mineurs	29
6 • Services sociaux de première ligne	30

03



Plaidoyer 32

04



Éducation 34

Membres du conseil d'administration

31 décembre 2018

Monsieur Frank De Coninck, président*
Père Philippe de Dorlodot, vice-président*
Monsieur Dominic Verhoeven, vice-président*

Vicaire général Bruno Aerts
Monsieur Frans Cardyn
(jusqu'au 28 janvier 2019)
Mgr. Jan Dumon*
Madame Marie-Christine d'Ursel-ter Hark
Madame Martine Jonet-de Bassompierre
Monsieur Michel Kesteman
Madame Marie-Paule Moreau*
Monsieur Marc Nuytemans
Monsieur Hubert Sanders
Monsieur l'abbé Giorgio Tesolin
Monsieur Bernard Woronoff

Directeur général : Monsieur François Cornet*
(*Membre du comité de gestion)

Président d'honneur :
Monsieur Pierre Géhot
Monsieur Michel Verhulst



Mot du président



Cher lecteur, chère lectrice,

J'ai le plaisir de vous présenter le rapport annuel 2018 de Caritas International.

Nous avons choisi le thème « la force de chacun » parce que nous croyons que les victimes de crises ou de pauvreté ont la force, la résilience, de remettre leur vie sur les rails. Notre rôle est celui de compagnon de route : nous accompagnons les plus vulnérables afin qu'ils puissent se relever et poursuivre leur chemin.

Comme vous pouvez le lire dans ces pages, nous faisons cela à l'étranger avec les organisations Caritas partenaires, confrontées à des crises ou conflits, et les soutenons dès que possible. Nous sommes également présents, en direct sur le terrain, essentiellement – mais pas uniquement – en Afrique et au Moyen-Orient. Nous aidons les personnes touchées à reprendre leur vie en main grâce à des interventions adaptées et en soutenant leurs initiatives. En cela, nous sommes évidemment guidés par les Objectifs de Développement Durable de l'agenda 2030 des Nations Unies et par les principes de « réduction des risques de catastrophe » édités par la communauté internationale. Ces principes visent à

travailler de façon durable et préventive afin que l'impact de nouvelles crises sur les communautés locales soit limité au maximum.

Caritas International Belgique a en 2018, et tout comme les années précédentes, également assuré l'accueil et l'accompagnement de personnes vulnérables en Belgique à savoir des demandeurs d'asile, réfugiés et migrants. Ici aussi, notre approche consiste à proposer à ces personnes un maximum d'opportunités pour leur vie future, y compris un travail sur l'autonomie et l'indépendance. Nous travaillons essentiellement avec des demandeurs d'asile vulnérables et des réfugiés reconnus connaissant des problèmes psychiques ou physiques.

Ce rapport vous décrira également nos actions et initiatives en matière d'éducation à la citoyenneté mondiale, dans les écoles entre autres, et en matière de plaidoyer. Deux chantiers importants puisque nous visons à sensibiliser un public aussi large que possible quant aux causes profondes de la migration et des liens entre migration et développement.

Enfin, je tiens à remercier personnellement et de tout cœur les membres du personnel et les volontaires de Caritas pour leur dévouement. Caritas International travaille dans des circonstances bien souvent complexes et difficiles, des circonstances qui nous échappent parfois. La motivation et le dynamisme de nos employés et volontaires sont d'autant plus remarquables.

Je vous souhaite une agréable lecture de ce rapport annuel 2018.



Frank De Coninck
Président.

Vision et mission

Qui sommes-nous ?

Caritas International est une organisation non gouvernementale belge. Au sein de Caritas Belgica, elle est le chaînon belge d'un réseau mondial de 165 organisations catholiques travaillant ensemble dans 200 pays et régions.

Notre vision

Caritas International œuvre pour un monde de paix, de solidarité et de justice, dans lequel la dignité de chaque personne constitue une valeur fondamentale et dont les richesses sont mieux partagées entre tous.

Caritas International puise son inspiration dans une vision chrétienne de l'Homme et de la société, basée sur l'Évangile.

Chaque personne a droit à une vie digne et doit pouvoir jouir de ses droits fondamentaux. L'accès à une nourriture saine, à l'eau potable, aux soins médicaux, à l'enseignement, à l'emploi et à un logement décent doit être garanti.

Notre travail est fondé sur les valeurs de solidarité et de subsidiarité. Aucun pays ou aucune organisation n'est à même de résoudre tous les problèmes. Seule l'union des forces peut conduire à des solutions durables.



© Isabel Corthier

Notre mission

Caritas International soutient les victimes de violences, de catastrophes naturelles et de la pauvreté, dans leur propre pays ou en fuite, en collaboration avec ses réseaux nationaux et internationaux.

Nous accomplissons notre mission sans discrimination. Caritas International aide les personnes les plus vulnérables et les accompagne dans leur recherche de solutions durables.

Caritas International et ses partenaires fournissent une aide d'urgence efficace en cas de crise. Nous mettons également en œuvre des projets de réhabilitation et de développement afin de donner aux personnes la possibilité de prendre en charge leur vie et leur avenir.

Caritas International accueille les demandeurs d'asile et défend le droit des migrants à une aide matérielle, sociale et juridique, les accompagnant en Belgique ou dans leur pays d'origine.

Nous dénonçons les situations d'injustice et les dysfonctionnements dont nos collaborateurs sont les témoins, et plaidons auprès des décideurs pour des solutions structurelles. Notre expertise nourrit un travail d'information et d'éducation à destination du grand public, et plus particulièrement du monde scolaire.



© Isabel Corthier

La force de chacun

Aide d'urgence et développement



1 Sulawesi : tremblement de terre et tsunami



© M.J. Wijastuti_CRS

Le 28 septembre 2018, l'île indonésienne de Sulawesi est frappée par un violent séisme, suivi d'un tsunami et de centaines de répliques. Plus de 2.100 personnes perdent la vie et au moins 67.000 maisons sont fortement endommagées ou détruites.

Immédiatement après la catastrophe

Caritas International n'a pas de personnel en Indonésie. Pour nos projets structurels et dans des situations d'urgence, nous travaillons avec notre partenaire local 'Karina', Caritas Indonésie. C'est un choix délibéré. En effet, Karina a des collaborateurs et des bénévoles dans chaque diocèse d'Indonésie – et donc également sur l'île de Sulawesi. Ce sont ces personnes qui, riches de leur expérience (acquise entre autres au lendemain du tsunami de 2004), se retroussent les manches immédiatement dans les premières heures suivant la catastrophe afin de retrouver les survivants, de déblayer les décombres, de mettre les gens en sécurité et de fournir de quoi boire et manger.

Au cours des premières semaines, les collaborateurs et volontaires de Caritas viennent en aide à quelque 6.000 ménages en offrant nourriture (riz, huile, sardines en conserve...), eau et couvertures. Nous distribuons aussi des kits d'hygiène à 2.000 familles, contenant shampoing, brosses à dents et dentifrice, serviettes hygiéniques, couches jetables et moustiquaires. Et nous distribuons 9.900 toiles de tente qui permettent de créer des abris temporaires. Cette aide de Caritas a une nouvelle fois été rendue possible grâce aux nombreux dons versés par les citoyens belges sur notre compte bancaire et par le biais du Consortium 12-12.

« Nous avons dû tout abandonner, la première nuit, nous avons dormi à la belle étoile, sans couverture. Aujourd'hui, nous vivons dans une tente, nous survivons grâce à l'aide que nous recevons de Caritas. »

Umi Sumbajono

Continuer à soutenir 4.500 familles

Au début, le déploiement est complexe en raison des moyens de communication coupés, des routes détruites, des villages éloignés et difficilement accessibles, de l'aide humanitaire acheminée au compte-goutte depuis des régions plus éloignées, du manque de carburant. Fin décembre, ces problèmes sont pour la majeure partie résolus, mais le chemin vers la reconstruction reste long. En effet, quelque 87.000 personnes vivent toujours dans des centres d'évacuation, des camps informels ou sont hébergées par des proches. Toutes ces personnes doivent remettre leur vie sur des rails.

Caritas Indonésie a défini 9 sous-districts comme étant prioritaires à Palu, Sigi et Donggala. À court terme, elle continue de distribuer de l'aide humanitaire à plus de 4.500 familles. En outre, 7 villages seront accompagnés et travailleront ensemble à l'élaboration d'un plan catastrophe et de mesures de prévention dans le but de limiter les dégâts en cas de catastrophes futures. Caritas met également en place un accompagnement psychologique pour les personnes ayant du mal à faire face à ces expériences traumatisantes.



© Putu Sayoga

2 La crise au Moyen-Orient

Jordanie : la pauvreté invisible

Les statistiques précises manquent, mais la pauvreté en Jordanie gagne du terrain. En dépit des efforts soutenus de Caritas Jordanie et d'autres ONG, la situation des réfugiés s'est empirée en 2018. En effet, le gouvernement a décidé que seule l'aide médicale déployée dans les camps serait encore financée. Les réfugiés vivant hors de ces camps doivent tout payer eux-mêmes, ce qui, pour la plupart d'entre eux, est tout bonnement impossible. De plus, les taxes sur les denrées alimentaires ont augmenté et l'aide publique a diminué par manque de soutien international.

Beaucoup de familles jordaniennes éprouvent des difficultés, mais pour les réfugiés, il s'agit souvent d'une question de survie, car la majorité d'entre eux n'a pas de travail. « *Bon nombre de familles vivent dans des maisons délabrées, où l'isolation est insuffisante et le chauffage inexistant. En hiver, elles se chauffent avec des couvertures et des appareils de chauffage primitifs. Il faut aussi acheter du carburant, des vêtements chauds et des chaussures pour les enfants, en plus de la nourriture et d'autres biens indispensables. Sans oublier de payer le loyer, même si leur maison n'est qu'une étable. En raison de leurs conditions de vie, ces familles ont aussi plus souvent besoin de soins médicaux...* », nous explique Dana Shaheen, responsable de la communication de Caritas Jordanie.

Nourriture, hébergement et soins médicaux

Notre partenaire Caritas ne travaille pas dans les camps de réfugiés, mais choisit de soutenir les personnes les plus vulnérables, vivant éparpillées sur le territoire, et ce qu'elles soient réfugiées ou Jordaniennes. En effet, nos programmes se destinent pour un tiers aux franges les plus précarisées de la population jordanienne, comme le demande le gouvernement. Caritas Jordanie a des bureaux dans les 12 districts du pays afin de pouvoir également venir en aide aux personnes vivant dans les territoires éloignés. Elle compte quelque 370 collaborateurs et pas moins de 3.000 volontaires, parmi lesquels bon nombre de réfugiés.



© Isabel Corthier

« Ensemble, nous allons apporter le changement. Même si la vie nous pousse dans une certaine direction, nous pousserons la vie à faire ce que nous avons à l'esprit. »

Wael Suleiman - Directeur de Caritas Jordanie

Caritas Jordanie apporte aux plus démunis des produits de première nécessité, avec le soutien du réseau Caritas, dont Caritas International. En 2018, plus de 4.800 personnes reçoivent une aide matérielle et 435 ménages bénéficient de fonds en espèces afin de pouvoir répondre à leurs besoins personnels en termes de nourriture et d'hébergement. Caritas offre aussi des soins médicaux à 7.334 personnes. « Mais en réalité, nous faisons bien plus que cela. Nous sommes là pour soulager la souffrance psychique, redonner de l'espoir, créer du lien entre personnes, nous essayons de vivre selon le principe d'une seule et grande famille humaine. C'est ce qui nous donne la force de continuer », explique Wael Suleiman, directeur de Caritas Jordanie.



© Caritas Internationalis

Syrie : les conséquences de la guerre pèsent lourd

Alep

Lorsque les groupes armés s’emparent de la partie orientale de la ville d’Alep en 2012, la ville est pour ainsi dire coupée en deux. En décembre 2016, l’armée gouvernementale reprend la ville en lançant une opération militaire, principalement aérienne, laquelle s’avère être dévastatrice pour la partie orientale de la ville.

Les conséquences de la guerre sont dramatiques pour les survivants. Selon les estimations, rien qu’à Alep, quelque 2,5 millions de personnes ont besoin d’aide humanitaire, sous quelque forme que ce soit.

En août 2018, Caritas Syrie lance un programme trisannuel dans la ville d’Alep, grâce au soutien financier du gouvernement flamand, par le biais de Caritas International, et du réseau Caritas. La première année est essentiellement consacrée aux besoins humanitaires d’urgence. Voici quelques actions réalisées en 2018 :

- 1.200 ménages reçoivent des coupons pour acheter de la nourriture et d’autres biens
- 725 familles reçoivent à trois reprises un colis alimentaire
- 269 ménages reçoivent une allocation pour les aider à payer leur loyer
- 363 personnes reçoivent un soutien financier pour des traitements vitaux dans un hôpital

Tartous et Mashta al Hélou – région côtière à l’ouest

Au cours des dernières années, plus de 200.000 Syriens ont trouvé refuge dans et autour des villes de Tartous et Mashta al Hélou, où la situation est restée relativement calme. Avec notre partenaire local, nous poursuivons nos activités avec les personnes déplacées et la population locale et nous nous adressons plus particulièrement aux personnes les plus vulnérables. Au fil du temps, nous avons développé une méthodologie permettant de cartographier la ‘vulnérabilité’ le plus objectivement possible, afin de pouvoir offrir l’aide la plus appropriée.

Irak : le projet ‘espoir’

Le 9 décembre 2017, le gouvernement irakien annonce que l’organisation terroriste État islamique est vaincue dans tout le pays. Après des années de conflit, les personnes déplacées à l’intérieur du pays commencent à rentrer chez elles. Mais de retour dans leur foyer, elles manquent encore de tout.

Dans quatre de ses centres, Caritas Irak organise avec notre aide, un soutien psychologique pour les femmes et leur famille, un enseignement de rattrapage pour les enfants, le développement des compétences pour les jeunes et la distribution de colis d’aide d’urgence. La construction de la paix et la cohésion sociale sont intégrées dans tous les domaines d’intervention. 50 % de notre groupe cible sont des réfugiés retournés, 50% sont des personnes restées en Irak.

Programmes au Moyen-Orient

Pays	Contribution Caritas International 2017	Contribution Caritas International 2018
Syrie	70.000 €	340.340 €
Liban	257.654 €	154.564 €
Jordanie	150.000 €	75.000 €
Iraq	48.000 €	50.000 €
Palestine	150.000 €	20.000 €

3 Ouganda : autonomie pour les réfugiés sud-soudanais

Depuis août 2016, des centaines de milliers de réfugiés sud-soudanais ont trouvé refuge en Ouganda. Bien qu'entre-temps certains d'entre eux soient rentrés au pays, la situation au Soudan du Sud restera encore durant de longues années l'une des crises humanitaires les plus sérieuses.

Au-delà de l'urgence

« Caritas travaille dans les camps de réfugiés de Bidi Bidi (zone 3) et d'Imvepi à l'autonomisation des réfugiés, ce qui est assez unique dans ce contexte. Généralement l'aide ne va pas au-delà de la distribution d'une aide d'urgence », explique Ward Tanghe, notre représentant en Ouganda. « Grâce aux formations et au lopin de terre qu'ils ont reçu des autorités ougandaises, les réfugiés peuvent produire leur propre nourriture et (à l'avenir) générer un revenu. »

Nous commençons au niveau des ménages qui produisent en premier lieu pour eux-mêmes. Ils reçoivent des outils, ainsi que des semences et des plants de légumes et de fruits très diversifiés. De nouvelles cultures et des formations spécifiques sont principalement transmises par le biais de groupements paysans.

« Les paysans qui souhaitent vendre leurs produits doivent faire preuve d'une certaine spécialisation, mais le marché est capricieux et les récoltes incontrôlables. C'est pourquoi il est important d'avoir des sources de revenus alternatives. D'où l'importance des formations professionnelles qui permettront aux réfugiés en exil de générer un revenu, mais aussi lorsqu'ils retourneront dans leur pays : menuiserie, maçonnerie, mécanique, restauration, couture, soudure, etc. »

Notre programme est financé par la DGD et le gouvernement suisse. En collaboration avec le gouvernement suisse, nous offrons également une aide à la population restée sur place dans les états de Maridi et de Yei River (Soudan du Sud) : distribution d'aide alimentaire, soutien à l'agriculture et diversification des revenus.

Ensemble, nous sommes plus forts

« Pour terminer, j'aimerais encore ajouter que nous soutenons également les communautés, dites hôtes, locales. Elles sont généralement très pauvres aussi



© Caritas Ouganda

et confrontées à des problèmes similaires à ceux des réfugiés. Nous ne les soutenons pas seulement dans le cadre de leurs activités agricoles, mais nous accordons également une grande importance à la collaboration entre les réfugiés et les populations qui les accueillent », explique Ward Tanghe. « À l'avenir aussi, nous continuerons à miser sur le vivre ensemble dans la paix. »

Notre soutien en Ouganda en 2018

- 13.815 familles à Bidi Bidi et 15.915 familles à Imvepi reçoivent des semences et des outils ;
- 245 groupements paysans de réfugiés reçoivent le soutien nécessaire pour la création de pépinières de semis de légumes ;
- 3.800 réfugiés ayant des besoins spécifiques (mères célibataires, personnes souffrant d'un handicap, personnes âgées) reçoivent des poules pour la production de viande et d'œufs ;
- 378 jeunes ont la possibilité de suivre une formation professionnelle et 240 mères reçoivent une formation à l'intérieur du camp. Les meilleurs étudiants peuvent compter sur un kit de démarrage afin d'exercer leurs compétences. Les mères peuvent cuire de manière 'professionnelle' grâce aux 6 fours collectifs et 32 enfants, ayant obtenu les meilleurs résultats scolaires, reçoivent une bourse d'étude afin de poursuivre des études secondaires.

4 RD Congo : déplacés retournés au Kasai

Réseau d'alerte humanitaire

Grâce au financement de l'Unicef, nous avons pu mettre sur pied un réseau d'alerte humanitaire dans les provinces du Kasai et de l'Équateur. Il compte plus de 20.000 'veilleurs' répartis dans plus de 150 paroisses. Ces veilleurs signalent par SMS les disparitions, les actes de violence, les mouvements de population, les menaces météorologiques ou toute autre incident... Caritas collecte ces données et les transmet entre autres à OCHA (Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires) et au Cluster provincial qui regroupe les organisations humanitaires en présence. Ils évaluent ensemble la situation et passent, le cas échéant, à l'action.

À partir de décembre 2017, Caritas Mwaka reçoit par le biais de ce réseau des messages de plus en plus alarmants venant de Kakenge (Kasai) et des villages environnants. L'origine de la crise est un différend entre la tribu Mpianga et les Kete à propos de l'utilisation des terres agricoles et de la forêt. Le 29 janvier des miliciens attaquent le village et tuent 30 personnes. Des pillages ont lieu et des maisons sont incendiées. 800 familles prennent la fuite.

Paix fragile

Lorsque les soldats quittent Kakenge, une partie de la population en fuite y revient. Le village est en ruines suite aux attaques. Ce n'est qu'à la mi-octobre 2018 que Caritas Mwaka peut pour la première fois distribuer une aide d'urgence à 430 familles retournées. Caritas International



© Caritas Congo

finance cette distribution d'ustensiles de cuisine, d'outils agricoles et d'argent en espèces (pour l'achat de nourriture sur le marché local) et participe à la coordination de l'aide. Caritas est la première organisation à venir en aide aux personnes retournées dans le village malgré la situation toujours tendue.

Grâce aux contacts étroits que Caritas entretient avec les habitants et les paroisses et grâce au processus de construction de la paix entamé avec les différents acteurs du conflit, l'intervention d'octobre 2018 se déroule sans problèmes majeurs. Caritas Mwaka sensibilise et rassemble, organise des matchs de football, des marches pour la paix avec les différentes communautés et des repas en commun, afin de parvenir à une meilleure entente. Ce n'est que lorsque le respect et l'entente règnent entre les groupes de population et que les troubles ne sont plus à craindre, qu'il est possible d'offrir de l'aide et de penser à la reconstruction.

« Vous êtes la première structure à nous venir en aide maintenant que la pauvreté frappe fort. »

M. Lambert - Chef de l'administration à Kakenge

Extension

La distribution d'octobre est pour ainsi dire la cerise sur le gâteau d'un parcours de négociation, de concertation et de réconciliation. Avec le soutien de la DGD, ce projet peut se poursuivre et s'étendre à une région plus vaste. Des distributions similaires seront encore organisées à 4 reprises, de sorte que d'ici à la fin août 2019, nous puissions atteindre 4.000 familles dans les diocèses de Mwaka, Luebo et Luiza. Le nouveau programme prévoit également des formations dans le but d'optimiser les canaux de communication numériques afin de permettre une intervention rapide en cas de nouvelle situation de crise.



© Caritas Congo

5 Rwanda : réfugiés vulnérables et autonomie

Dans la pointe Est du Rwanda, la rive du fleuve Kagera a, depuis 2015, été reconvertie en camp de réfugiés – le camp de Mahama – le plus grand camp du Rwanda. Gregory Claus, spécialiste du Burundi et du Rwanda, explique : « *Fin 2018, il abrite plus de 57.600 Burundais. La plupart des Burundais semblent provisoirement ne pas envisager de retourner dans leur pays. N'oublions par ailleurs pas que, en raison de l'instabilité politique, on investit peu dans le Burundi, un des pays les plus pauvres au monde. Caritas International s'engage dès lors en faveur des réfugiés burundais et reste également active au Burundi où elle déploie des initiatives axées sur la lutte contre la pauvreté et le développement de l'agriculture familiale.* »

Besoins spécifiques

Dès l'ouverture du camp de Mahama en 2015, le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies y a distribué des colis de nourriture. Essentiellement des grains de maïs et des haricots secs. Ceux-ci ne sont hélas pas adaptés aux besoins spécifiques des réfugiés les plus vulnérables : les personnes âgées, handicapées, malades ou les jeunes enfants. Elles éprouvent en effet des difficultés avec ce type de nourriture, car les grains de maïs durs nécessitent de solides dents et un estomac à toute épreuve.

« *Ces personnes n'ont pas l'argent pour faire moudre le maïs ou pour acheter de la nourriture appropriée* », ajoute Grégory. « *Les réfugiés sains et résistants peuvent travailler pour gagner l'argent nécessaire. Grâce à notre partenaire local et au soutien de nos sympathisants, nous distribuons chaque mois par personne 3 kg de Sosoma – de la farine à base de soja, de sorgho (orge) et de maïs. En outre, quiconque séjourne dans un centre de santé à l'intérieur du camp reçoit aussi des légumes frais. À leur arrivée, les nouveaux arrivants se voient servir de la bouillie nourrissante dans l'attente de l'aide alimentaire prévue.* »

Économiser, emprunter, travailler

Après trois années, au cours desquelles l'accent était principalement mis sur l'aide humanitaire, Caritas International et le réseau Caritas souhaitent à partir de mai 2018 se consacrer davantage aux possibilités d'emprunt et d'économie dans les communautés et sur

la création d'opportunités dans le but de générer des revenus, de sorte que les réfugiés puissent peu à peu reprendre leur propre vie en mains. Mais l'aide d'urgence reste toujours importante.

Réalisations au cours du premier trimestre 2018 dans le cadre du nouveau programme du réseau Caritas, soutenu par Caritas International :

- Distribution de 59.157 kg de farine Sosoma à 3.300 personnes ;
- Des légumes frais pour 10.513 malades dans les centres de santé ;
- De la bouillie nourrissante pour 562 nouveaux résidents dès leur arrivée ;
- Lancement de 41 groupes épargne/emprunt qui comptent ensemble 950 membres féminins ;
- Formation de 3 jours pour 32 femmes rwandaises déléguées portant sur le fonctionnement d'un groupe épargne/emprunt ;
- Formation pour 74 femmes de 41 associations portant sur l'aménagement d'un petit potager ;
- Formation de 120 femmes déléguées portant sur la gestion d'activités génératrices de revenus ;
- Soutien psychosocial pour 480 personnes.

Denise Ndayisenga, 39 ans et mère de 5 enfants. Denise a obtenu un crédit de son groupe épargne/emprunt.

« *Nous sommes nombreux à avoir un petit magasin et parfois nous n'avons aucun revenu. J'ai décidé d'apprendre à coudre, de sorte qu'à l'avenir je puisse vraiment me débrouiller toute seule. Lorsque je suis des cours, je ne gagne pas d'argent, mais à l'avenir, lorsque je pourrai acheter une machine à coudre, je gagnerai plus et ma famille aura une vie meilleure.* »

6 Burundi : réduire les risques de catastrophes



© Akeza.net- Caritas Burundi

Tremblements de terre, sécheresses, cyclones, inondations, conflits armés, ne peuvent pas toujours être évités, mais nous pouvons limiter le nombre de victimes et les dommages que ces catastrophes engendrent. Une préparation approfondie doit surtout permettre de sauver des vies et de garantir les moyens de subsistance des populations en cas de crises à l'avenir. Et les efforts paient : des études ont montré que chaque euro investi dans la réduction des risques de catastrophe permet d'économiser de 4 à 7 euros lors de futures interventions d'urgence.

Entre 2016 et 2018, Caritas International a mis sur pied avec le soutien de la DGD un programme de réduction des risques (Disaster Risk Reduction) au Burundi, au Niger et en RDC. Avec nos partenaires locaux Caritas et la population, nous avons décidé de nous concentrer davantage sur la préparation des communautés dans leur ensemble, plutôt que des familles individuelles. Offrir des formations, élaborer des réseaux d'alerte humanitaire, développer des plans d'urgence, construire des abris, prendre des mesures de protection pour le bétail : autant d'activités qui augmentent la résilience des communautés et réduisent les risques. Voici l'exemple du Burundi en guise d'illustration.

Inondations et érosion

La population rurale de la province de Rutana tire ses revenus principalement de l'agriculture et de l'élevage du bétail. Depuis quelques années, les conditions sont problématiques : érosion, épuisement des sols, tantôt trop peu de précipitations, tantôt un déluge avec en conséquence des inondations dévastatrices pour les cultures. Des comités de réduction des risques ont

été constitués sur les collines de Butare, Butambara et Myombwe, les plus menacées par la rivière à proximité. Après une formation portant sur les concepts clés de la réduction des risques, ils ont élaboré ensemble des plans adaptés à leur contexte spécifique. L'érosion est un problème majeur et les actions entreprises permettent de mieux protéger les 2.900 ménages.

Réalisations

Egide NDABSHINZE, chef de la 'colline' de Butare :
 « Nous avons mené différentes actions : nous avons créé une pépinière afin que des petites plantes puissent protéger les collines de la rivière Musasa. Nous avons sensibilisé les populations afin de ne pas cultiver la terre à moins de 10 mètres de la rivière. Les familles vivant dans le bassin versant de la rivière Musasa ont protégé leur exploitation : plus de 110.288 mètres carrés ont été creusés et stabilisés avec des graminées, 267 ménages des trois collines ont déjà protégé 60% de leur exploitation. »

En outre, dans toutes les exploitations, un nouveau type de foyer a été introduit permettant de réduire la consommation de bois et les sacs en plastique ont été remplacés par des paniers en feuilles de bananiers. En outre, une campagne de sensibilisation a été menée dans le but de prévenir les feux de forêt et la déforestation. Egide ajoute : « Nous sommes très reconnaissants envers Caritas pour nous avoir permis de construire un pont (Ndlr - HIMO – travail communautaire à forte intensité de main-d'œuvre.). N'oublions pas que beaucoup de personnes ont perdu la vie en tentant de traverser la rivière! »



© Akeza.net- Caritas Burundi

7

Niger : pénurie alimentaire et migration



© Isabel Corthier

Le Niger est l'un des pays les plus pauvres au monde. Plus de 80% de la population doit vivre de l'agriculture mais les terres agricoles se font rares. Huit mois par an, le pays est confronté à une pénurie alimentaire. De plus, les crises sociopolitiques dans les pays voisins provoquent des mouvements de population vers le Niger ainsi qu'à l'intérieur du pays. Par conséquent, les réserves alimentaires subissent une pression accrue. Bon nombre de familles doivent se contenter de peu ou pas de nourriture pendant la période de pénurie, dites « de soudure », entre deux récoltes.

Aide alimentaire

Les mécanismes de survie dans le cas de crises alimentaires consistent à vendre le bétail, lequel est en réalité une poire pour la soif en vue de faire face aux coups durs. Les outils aussi sont vendus. Les jeunes migrent vers la ville ou l'étranger en quête de travail. Des solutions durables sont nécessaires, mais une intervention rapide l'est tout autant pour briser le cercle de la faim.

Du 15 août 2018 au 15 octobre 2018, nous organisons avec le réseau Caritas une distribution alimentaire dans les diocèses de Maradi et Niamey. Là où il n'y a pas encore de banques céréalières, nous vendons des céréales à prix modérés. Les personnes les plus vulnérables reçoivent de l'argent en espèces pour

s'acheter de la nourriture et utiliser les services de base. La faim et la pauvreté au Niger sont dès lors le thème de notre campagne de septembre, une campagne qui peut compter sur un important soutien financier.



© Isabel Corthier

Empowerment

Si nous voulons plus de sécurité alimentaire, nous devons veiller à ce qu'il y ait plus de nourriture disponible et à ce que les familles aient accès à cette nourriture. Il s'agit de l'objectif de notre programme quinquennal EMMo, lancé avec le soutien de la DGD, lequel compte également un volet dans le diocèse de Maradi. Le cœur de ce programme consiste à renforcer les capacités organisationnelles et techniques des populations et des communautés, afin qu'elles puissent se mettre elles-mêmes au travail : 'empowerment'.

Quelques exemples concrets des activités :

- Construction d'un centre de formation et élaboration de formations pour les femmes, de sorte qu'elles puissent gérer seules ce centre;
- Diversification des revenus : production de pâte d'arachide et d'huile d'arachide pour la vente;
- Création de banques céréalières et gestion de celles-ci avec pour objectif de garder le prix du millet sous contrôle pendant les périodes de pénurie;
- Distribution de chèvres, accompagnée d'un programme d'élevage et d'un système de transmission à d'autres familles;
- Promotion et création de jardins potagers afin d'améliorer la qualité de l'alimentation et d'offrir aux hommes la possibilité de travailler dans leur village.



© Isabel Corthier

« Chaque jour, je vois ce que cela signifie de ne rien avoir. Je vois les effets sur les gens. Mais je vois aussi la volonté et la persévérance des pères et des mères qui donnent tout pour leurs enfants. Ne rien faire n'est pas une option pour eux »,

Moussa SAWA, coordinateur du programme quinquennal EMMo au Niger

Carrefour de routes migratoires

Bon nombre de routes migratoires convergent à Agadez, dans la plupart des cas vers une destination régionale, mais, parfois aussi, en direction de l'Europe. Avec le réseau Caritas, nous améliorons la résilience des migrants sur le territoire nigérien. Nous les informons quant à leurs droits et leurs obligations et nous expliquons la réalité de la migration à ceux qui désirent partir pour l'Europe. Grâce à nos échanges, nous travaillons également au renforcement des capacités de notre partenaire local en termes d'accueil, d'orientation et d'accompagnement des migrants.

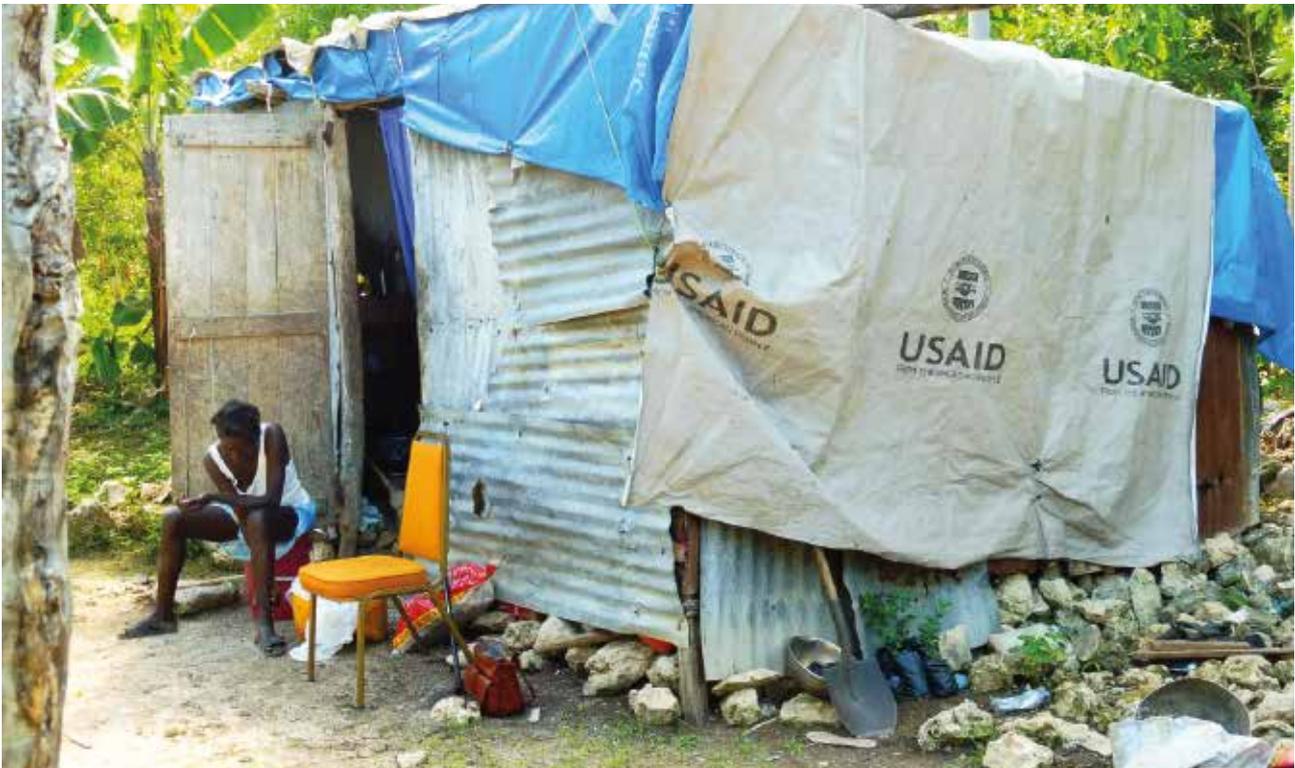
Ouma Kouré,
présidente du foyer d'Adjekoria

Ouma, 57 ans et 3 enfants, y enseigne et y coordonne les cours d'alphabétisation, de couture, de tricot, de transformation de cacahuètes en huile et les cours de sensibilisation à l'hygiène et au planning familial.

« L'objectif du foyer est de renforcer ces femmes et de créer des activités génératrices de revenus. Avant, nous étions aveugles. Sur beaucoup de plans il y a eu des changements. Entre autres, sur le plan des revenus. Grâce aux formations ici, nous savons mieux subvenir à nos besoins. Aujourd'hui, nous n'avons plus besoin de quémander aux voisins de quoi manger. Le groupe de femmes, là, elles sont autonomes. Même pour les villages environnants, c'est un plus ! Parce que les femmes formées ici transmettent des connaissances. »

8

Haïti : aide d'urgence et réduction des risques



© Martine Haentjens Caritas

Après son passage en octobre 2016, l'ouragan Matthew laisse un paysage désolé derrière lui à Grand'Anse. Malheureusement, nous ne pouvons pas aider toutes les victimes. En outre, après la distribution de semences et d'outils agricoles, la région est une fois de plus frappée par un coup dur : un mois de sécheresse, suivi de deux semaines de pluies torrentielles. Les pertes sur le plan agricole sont à nouveau énormes. Avec notre partenaire local, nous continuons à soutenir les victimes en 2018.

- 52 maisons de familles paysannes sont restaurées;
- 190 familles disposent d'outils agricoles, de semences et/ou d'animaux;
- 2 sources sont protégées grâce au traitement des ravines érodées en amont.

Réduction des risques, amélioration de la résilience

En 2017, nous lançons un programme quinquennal, EMMo (Empowerment dans un monde en mouvement)

visant 7 pays et financé par la DGD et Caritas International. La mise en œuvre s'effectue par Caritas International et la CJP pour le volet Nord. Les partenaires de Caritas International se chargent du volet Sud (en Haïti : département de Grand'Anse, Sud, Sud-Est et Ouest). Objectifs : garantir une sécurité alimentaire et une alimentation saine et équilibrée. Et offrir la formation nécessaire de sorte que les gens puissent faire des choix éclairés et appropriés dans le but de s'armer face au changement climatique, de protéger l'environnement, d'augmenter leurs revenus issus de l'agriculture et de l'élevage, d'améliorer le stockage, la transformation et la commercialisation des produits. En outre, il s'agit également de conscientiser les communautés quant à leurs droits et aux possibilités de s'organiser afin d'avoir un impact réel sur la politique. À titre d'information : le programme EMMo se déroule également en RDC, au Rwanda, au Burundi, au Niger et en Éthiopie.



© Martine Haentjens Caritas

Groupe de pilotage

Le groupe de pilotage du programme EMMo s'est réuni pour la première fois à Bruxelles du 12 au 15 mars. À l'ordre du jour : dresser un état de la situation quant au déroulement du programme et une journée de réflexion autour du thème 'empowerment', le point d'action transversal dans les différents pays. Étant donné que le thème 'Migration et développement' constitue un fil rouge dans les différents pays concernés, et un thème central dans le volet Nord, cette réunion est l'occasion idéale d'approfondir davantage les liens entre le Nord et le Sud à l'occasion d'un séminaire séparé.

Catheline, participante à la formation traitement des fruits

« Nous avons reçu une formation au cours de laquelle on nous a montré comment traiter des fruits. Les fruits qui souvent se perdent pendant les récoltes, car nous ne pouvons pas tout manger ou vendre immédiatement. Maintenant, nous pouvons faire de la liqueur ou de la confiture avec les oranges, du crémasse avec les fruits de la passion, des chips avec le fruit de l'arbre à pain... »

En guise d'illustration, citons quelques activités réalisées en 2018

- Jardin "prèkay": un potager autour de la maison. 25 femmes dans le diocèse de Jacmel reçoivent des semences de moringa (un aliment végétal nutritif), d'épinard, d'aubergine et de poivron. Moyennant l'accompagnement nécessaire, elles peuvent cultiver ces légumes à proximité de leur maison et offrir à leur famille une alimentation très diversifiée. À Jérémie, 80 petits potagers sont semés. Les fermiers y ont également créé 8 pépinières de semences de légumes.
- Champs école paysan : sur un petit champ école, les paysans peuvent expérimenter les différentes techniques et les types de semences et de plants. 13 paysans de Jacmel (Bonbon) ont effectué une visite de travail de trois jours aux champs écoles déjà opérationnels à Calumette (Jérémie) et sur la base de ceux-ci, notre partenaire local a développé une stratégie avec l'association paysanne locale.
- À Calumette, 11 réservoirs d'eau sont installés. Caritas organise deux formations autour de la purification de l'eau et de l'hygiène. Pendant la saison des pluies, 3.000 paquets d'aqua Tabs sont distribués. L'infirmière en charge de la formation effectue également des visites à domicile afin de s'assurer que la connaissance acquise est correctement appliquée.



© Martine Haentjens Caritas

La force de chacun

Asile et migration



02

1

Accueil et accompagnement des demandeurs d'asile

Accueil collectif

En mars 2018, le gouvernement décide que le centre d'accueil d'urgence de Scherpenheuvel doit fermer ses portes fin septembre. Dès cette décision, tout est placé sous le signe de la fermeture et du départ. Les résidents sont préparés au mieux, mais pendant plusieurs mois, l'incertitude règne quant à savoir vers quel centre ou Initiative locale d'accueil (ILA) ils vont devoir déménager. Les 25 collaborateurs doivent, aussi, réfléchir à leur avenir. Un licenciement collectif est négocié. Une partie du personnel part déjà début septembre. La fermeture définitive est prévue pour le 30 septembre, mais le 20 septembre, le gouvernement nous demande si Caritas est malgré tout disposée à garder le centre ouvert jusqu'en juin 2019. Caritas accepte.

En concertation avec Fedasil, Caritas se concentrera sur les demandeurs d'asile les plus vulnérables. Il s'agit principalement de personnes souffrant de troubles psychiques, d'un handicap mental et/ou physique, de mères célibataires, de familles nombreuses, de résidents souffrant d'une maladie... Au rez-de-chaussée, nous aménageons 4 chambres, réservées aux personnes à mobilité réduite et le 5 novembre 2018, nous accueillons à nouveau des demandeurs d'asile. En date du 31 décembre 2018, toutes les places d'accueil sont occupées. Les collaborateurs Caritas mettent tout en œuvre pour adapter l'accompagnement proposé aux résidents aux nouvelles circonstances. Ainsi, la promotion de l'autonomie des personnes reste essentielle.

Politique ad hoc

« L'année dernière me laisse un sentiment de colère. Collaborateurs, volontaires et demandeurs d'asile ont été les marionnettes d'un jeu politique. Alors que l'expérience, le réseau professionnel ou le réseau social local... sont souvent des éléments qui peuvent faire la différence dans la vie de nos résidents et faire en sorte qu'ils puissent reprendre leur vie en main. Mais la politique menée a hypothéqué ceci. Les centres d'accueil doivent fermer, ensuite rouvrir à nouveau, sans aucune perspective à long terme et n'ont dès lors que les moyens d'offrir 'un lit, un bain, un pain' et très peu d'encadrement de soutien. Espérons que 2019 y apporte du changement », explique Gitte Claeys, responsable du centre d'accueil de Scherpenheuvel.



© Fady al Ghorra Caritas

Janeta, mère célibataire avec cinq enfants

« Grâce au soutien infailible des collaborateurs de Caritas et de quelques résidents, je suis parvenue à retrouver confiance en moi et à entreprendre les démarches nécessaires pour finaliser mon divorce et introduire une nouvelle demande d'asile, cette fois en racontant ma vraie histoire. Le 3 septembre, c'est avec beaucoup de regret que j'ai déménagé vers l'ILA de Tielt-Winge suite à la fermeture annoncée. En octobre 2018, j'ai reçu une décision positive du Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides. Je suis si heureuse que mes enfants et moi avons enfin un avenir. »

Femmes et mères isolées

Depuis l'introduction du nouveau modèle d'accueil en août 2016, la plupart des requérants d'une protection internationale doivent séjourner dans un centre collectif pendant leur procédure d'asile. Exception faite des personnes ayant des difficultés à fonctionner dans une forme de logement communautaire. Les Logis de Louvranges sont un site comprenant 21 appartements pour femmes isolées, avec ou sans enfants. Nous constatons que Fedasil attribue, plus qu'avant encore, les appartements de Louvranges aux femmes et enfants extrêmement vulnérables (tant sur le plan psychologique que médical). Afin de pouvoir soutenir ces familles de manière optimale, l'équipe d'encadrement continue de suivre des formations, entre autres autour de l'autisme et de la psychose, et adapte son approche en conséquence.

« Cependant, les connaissances professionnelles et techniques ne suffisent pas pour créer une véritable relation de confiance. L'équipe mise dès lors pleinement sur la sollicitude et la capacité d'écoute. Ce sont les femmes elles-mêmes qui nous mettent au défi sur ce plan », clarifie Nathalie Braun, responsable du projet. « Nous pouvons également compter sur une formidable équipe de volontaires. En 2018, nous avons organisé bon nombre de formations et de rencontres, de sorte qu'un lien mutuel et solide s'est créé. La qualité et la force de notre accompagnement trouvent leur origine dans l'importance que nous accordons à l'attachement. »

Chiffres clés 2018

- Nombre de nouvelles résidentes : 15 nouvelles familles (39 personnes).
- Sorties : 14 femmes ont quitté les Logis. Neuf femmes obtiennent un statut de réfugié, 2 femmes sont réunies avec leur famille, 1 femme reçoit un droit de séjour dans le cadre de l'article 9bis (séjour pour raisons humanitaires), 2 femmes reçoivent l'ordre de quitter le territoire. En d'autres termes, 86% des femmes qui quittent le centre obtiennent un statut leur permettant de rester en Belgique.
- Nationalité : nous ne comptons pas moins de 18 nationalités différentes parmi les résidentes.



© Isabel Corthier

Anne, assistante sociale à Louvranges

« Madame R. est enceinte lorsqu'elle vient habiter à Louvranges. Elle souffre d'hallucinations et ne parvient pas à contrôler son stress. Sa procédure d'asile, sa grossesse et la peur de s'occuper de son enfant après l'accouchement lui donnent des cauchemars. Beaucoup de patience et d'attention sont nécessaires, mais après quelques semaines, une certaine confiance s'installe. Peu à peu j'entends son histoire et elle vient me trouver pour me faire part de ses angoisses.

« Quelques mamans s'inquiètent pour elle, elles lui donnent des conseils et promettent de l'aider après l'accouchement aussi. Par essais et erreurs, Madame R. parvient au fil du temps à s'attaquer à ses tracasseries administratives, à maîtriser son stress et en fin de compte à s'occuper de son enfant. »

Problèmes médicaux

Depuis juillet 2017, Caritas International gère le projet Health Care à Anvers : 19 places d'accueil pour des personnes/familles dans un logement individuel, et dont au moins un membre de la famille souffre d'un problème médical grave.

Chiffres clés 2018

- 29 familles en 2018, comprenant 45 adultes et 23 enfants.
- Âge : de quelques jours à 71 ans.
- Profil : incapacité motrice, combinée ou non à des troubles mentaux, des maladies liées au vieillissement, des problèmes psychologiques, des troubles psychiatriques, différentes formes de cancer, des problèmes viraux.
- Temps de séjour : entre trois mois et quatre ans.
- Orientation : 4 personnes sont déboutées dans leur procédure d'asile, 3 bénéficient d'une protection subsidiaire, 6 d'un statut de réfugié, 2 peuvent rester pour raisons médicales et 14 attendent une décision dans une procédure en cours.
- Nationalité : les résidents sont principalement originaires de Syrie, Géorgie, Albanie, Lybie, Palestine et Congo. Au total, 18 nationalités différentes.

« Un des défis majeurs consiste à trouver au quotidien des occupations accessibles pour un certain nombre de nos résidents. Et ensuite, il y a aussi l'aspect juridique. Des avocats spécialisés, tant dans le droit des étrangers que dans les procédures parallèles relatives à la situation médicale dans laquelle nos résidents se trouvent, sont assez peu courants. Souvent, la procédure d'asile a depuis longtemps connu une issue négative alors qu'il est encore possible d'obtenir un statut de séjour pour raison médicale. Le cas échéant, toute la procédure doit être recommencée. » Sylvia Servranckx, coordinatrice de l'accueil individuel.

Demandeurs d'asile syriens : parrainage communautaire

Fin 2017, la communauté de Sant'Egidio et l'ensemble des cultes reconnus ont signé un accord avec le gouvernement dans le but d'accueillir 150 Syriens du Liban et de la Turquie. Il s'agit de personnes qui arrivent dans notre pays avec un visa humanitaire et qui ont de grandes chances d'obtenir rapidement une reconnaissance en tant que réfugié au terme de la procédure d'asile. L'Église catholique prend 100 personnes à sa charge. Les groupes d'accueil sont le premier point de contact : ils se chargent de l'accueil, tant sur le plan financier, que matériel et social.

La conférence des évêques demande à Caritas International de soutenir ce projet en seconde ligne. En 2018, nous formons 34 groupes d'accueil locaux (en moyenne 10 personnes) et nous les assistons dans bon nombre de questions pratiques. Dans le cadre d'une mission en Turquie, nous préparons 75 participants à l'opération à leur venue en Belgique. Nous visitons également tous les logements mis à disposition, nous vérifions s'ils sont conformes et convenons de leur affectation, fonction des besoins des personnes. Nous organisons 2 ateliers collectifs, où Syriens et groupes d'accueil peuvent échanger leurs expériences.

« L'accueil des réfugiés par des groupes d'accueil est un nouveau concept pour nous. Mais forts de notre longue expérience en matière d'accueil et avec beaucoup d'enthousiasme, par essais et erreurs, nous avons mis un nouveau fonctionnement sur pied. Nous avons acquis une nouvelle expertise et démontré que différentes méthodes d'accueil de réfugiés peuvent être couronnées de succès », explique Aaron Ooms, responsable du projet. « L'accueil par un groupe local accélère et facilite dans tous les cas l'intégration de nouveaux arrivants. »

« Sans l'aide de l'ensemble de la communauté, ce serait très difficile de tenir le coup, mais tout le monde donne un coup de main. Si j'ai une question, je peux contacter beaucoup de personnes par téléphone ou par courriel. »

Ria Van Alboom, une des forces motrices de l'accueil d'une famille de réfugiés à Evere.

2 Accompagner les réfugiés vers l'autonomie



© Isabel Corthier

Les demandeurs d'asile reçoivent en principe une aide matérielle et bénéficient d'un accueil collectif pendant la durée de la procédure d'asile. Lorsque la reconnaissance en tant que réfugié est un fait, ils doivent passer à un mode de vie autonome. Pour les personnes ayant un profil vulnérable, ce défi est d'autant plus grand. Caritas souhaite maximiser leurs chances d'atteindre l'autonomie au moyen d'un projet qui bénéficie du soutien de Fedasil, à savoir le projet « transition vulnérables ». Pendant maximum six mois, nous accueillons ces personnes dans nos logements individuels à Bruxelles, Liège et Malines et nous organisons un accompagnement social adapté en vue de promouvoir une vie en autonomie. La recherche d'un logement sur le marché locatif privé est cruciale à cet égard, car elle est à la base de l'intégration dans notre société.

Parcours d'obstacles

« Le chemin vers l'indépendance est parsemé d'obstacles : combler des lacunes institutionnelles, démêler des nœuds administratifs, résoudre des problèmes ad hoc, réunir des partenaires autour de la table afin de détricoter des situations complexes et d'éviter que nos résidents soient renvoyés du coq à l'âne », explique Ariane Dewandre, responsable du projet. « Faire en sorte que les résidents aient accès aux services auxquels ils ont droit – écoles ou hôpitaux spécialisés, établissements psychiatriques, logements adaptés aux malvoyants ou aux personnes souffrant d'un handicap ou tout simplement un compte bancaire – et le tout en dédiant une période de six mois, est un véritable tour de force. Nous misons dès lors pleinement sur le renforcement des capacités, le capital social et la résilience dans le but d'offrir davantage de moyens aux réfugiés. »

Chiffres clés 2018

- Nombre de personnes que nous accueillons en date du 31 décembre 2018 : 35 familles, soit 84 personnes. 100 % des logements disponibles sont occupés. Au total, nous avons hébergé 85 familles (216 personnes) au cours de l'année 2018.
- Nous trouvons pour la majorité (92%) des personnes qui quittent notre structure un logement en location grâce à la détermination de l'équipe, car il est parfois bien difficile de convaincre les propriétaires de logements.
- Pour 8% des personnes, le futur est différent : elles sont hospitalisées, référées à une autre structure, retournent dans leur pays d'origine,...



© Isabel Corthier

Témoignage anonyme d'un réfugié afghan

« J'avais 15 ans quand je suis arrivé en Belgique et je ne savais rien. Aujourd'hui, j'ai 18 ans et j'ai appris plus en ces 3 ans qu'au cours des 10 années précédentes. Ma manière de penser a changé. J'ai appris comment vivre de manière indépendante. J'étais ici sans ma famille, sans ma mère, donc j'ai appris avec d'autres personnes. Il n'y en a pas une ou deux, mais beaucoup. Je leur suis très reconnaissant. Pour l'instant, je ne peux rien faire pour ceux qui m'ont aidé, mais plus tard, je pourrai aider les autres. Je ne sais pas encore comment, mais je suis déterminé à faire quelque chose. »

Nouvelles initiatives

En 2018, nous avons davantage développé et étendu le projet 'tandem' à Bruxelles, Liège et Malines. Il s'agit d'un système de parrainage entre volontaires et familles pendant une période de 6 mois : pratiquer ensemble la langue, faire les devoirs ensemble, mais aussi découvrir ensemble le quartier et l'offre culturelle au niveau local. La grande plus-value est ici le contact humain et la rencontre sur un pied d'égalité. De cette manière, les personnes ont le sentiment d'exister, elles ressentent un sentiment de dignité et rien n'est plus précieux.

Nos experts d'expérience (eux-mêmes migrants non-européens) poursuivent la sensibilisation autour du logement, du budget, du tri des déchets... En outre, Caritas International organise maintenant aussi des formations, en collaboration avec des organisations partenaires portant sur la santé, les mutuelles, la sexualité et bientôt aussi la parentalité.

Groupes cibles spécifiques

Mineurs étrangers non-accompagnés

Caritas s'adresse ici à des jeunes âgés entre 16 et 18 ans ayant obtenu un droit de séjour, des jeunes qui ne sont pas encore suffisamment autonomes pour vivre de manière indépendante. Ils habitent dans des studios ou des appartements, seuls ou deux par deux. Une équipe pédagogique se charge de l'accompagnement nécessaire. En 2018, nous hébergeons 33 garçons et 6 filles dans nos 'maisons de transit' à Bruxelles. À Liège, nous hébergeons 73 garçons et 2 filles.

Lorsqu'en 2016 nous accueillons les premiers jeunes, il s'avère très rapidement que certains d'entre eux éprouvent de grandes difficultés à fonctionner dans notre société : un accompagnement intensif s'impose dès lors. À nos frais, nous réunissons les jeunes les plus vulnérables dans un même immeuble à appartements à Liège. De cette manière, nous pouvons garantir une plus grande proximité. Fin 2018, nous ne sommes plus en mesure de porter seuls le financement de ce projet. Bien que Fedasil soit convaincu de la nécessité d'une telle structure et de la qualité de nos efforts, la décision est prise de ne pas financer le projet. C'est avec le cœur lourd que nous devons abandonner l'initiative, mais pas sans avoir d'abord cherché la meilleure alternative possible pour les jeunes concernés.

Réfugiés souffrant de problèmes médicaux graves

Depuis septembre 2017, l'antenne de Caritas à Mortsels dispose de 10 places dites 'High Care' pour l'accueil et l'encadrement de réfugiés reconnus lourdement dépendants, ainsi que de leur famille. Objectif : trouver une place adaptée dans le paysage des soins de santé en Belgique.

Chiffres clés 2018

- Nombre : 21 personnes en 2018, dont 13 adultes et 8 enfants.
- Âge : le plus jeune a 3 ans, le plus âgé a 55 ans.
- Profil : principalement des personnes isolées avec ou sans enfants.
- Médical : handicap moteur, combiné ou non à un handicap mental, troubles psychiatriques.
- Durée moyenne du séjour : 6 à 7 mois.
- Orientation : 8 familles vers un logement individuel, 1 personne en maison de repos et de soins, 1 en institution psychiatrique, 3 encore en 'High Care'.



© Isabel Corthier

3 Intégration

Logement

Les coaches et les volontaires Intégration accompagnent les réfugiés reconnus dans leur recherche d'un premier logement en Belgique au sein de nos Housing-café, organisés à Anvers, Gand et Liège. Quiconque a besoin de soutien supplémentaire bénéficie d'un accompagnement sur mesure. En outre, Caritas organise également des permanences, où les personnes peuvent s'adresser avec toutes sortes de questions et participer à des activités collectives de sensibilisation à propos, par exemple, des droits et obligations du locataire et de l'entretien d'un logement.

Nora, bénévole et ex-participante au projet Housing-café

« Parfois, il arrive qu'en deux heures de temps, j'appelle une vingtaine de propriétaires différents, mais j'obtiens rarement la visite d'un logement. J'explique que j'appelle au nom d'un réfugié reconnu qui bénéficie de l'aide du CPAS. À ce moment-là, le ton change. Parfois dans le sens positif, souvent dans le sens négatif. »

Les réfugiés reconnus, obligés de quitter la structure d'accueil pour demandeurs d'asile, peuvent être hébergés dans une ILA – des places d'accueil individuel proposées par un CPAS – où l'aide matérielle est temporairement prolongée. Après deux à quatre mois, ils doivent avoir trouvé leur propre logement sur le marché locatif privé et sont, alors, livrés à eux-mêmes. En 2018, nous avons entamé une collaboration plus étroite avec les ILA et nous avons attiré autant que possible l'attention sur le concept de Housing-café.

En dépit des promesses politiques d'une approche globale de la discrimination sur le marché locatif et d'un accès plus large au marché locatif pour les migrants, peu de choses ont changé. Nous pouvons en outre ajouter que :

- Le nouveau modèle d'accueil génère plus d'inscriptions auprès des Housing-café et il y a un besoin accru d'accompagnement.
- L'augmentation annoncée de la garantie locative de deux à trois mois complique la recherche de logement.

- Le certificat de conformité obligé par la commune d'Anvers pour tout logement à louer réduit le nombre de logements à louer et reste une énorme pierre d'achoppement pour le Housing-café anversois.
- La situation socio-économique du groupe cible n'a pas changé, alors que l'indexation des loyers est restée en vigueur. Ceci complique encore plus l'accès au logement des ménages précaires.

Chiffres clés en 2018

- 182 chefs de famille s'inscrivent aux Housing-café.
- 83 familles trouvent un logement par le biais d'un Housing-café.
- 76 familles trouvent elles-mêmes un logement grâce à la formation et à l'accompagnement proposés par le biais des Housing-café.
- 43 initiatives locales d'accueil (ILA) participent à nos sessions de formation.
- 72 ILA locales réfèrent des réfugiés vers nos Housing-café.



© Isabel Corthier

Réfugiés réinstallés

La réinstallation consiste à transférer des réfugiés d'un pays où ils cherchaient la protection, vers un pays tiers où ils peuvent obtenir un droit de séjour durable.

Le projet pilote Peer2Peer ('d'égal à égal') lancé en 2018, comprend trois volets collectifs : les Ateliers de développement personnel (ADP), le programme d'ambassadeurs et une plateforme d'information en ligne. À cet égard, nous travaillons en collaboration avec Fedasil et les Initiatives locales d'accueil (ILA) qui hébergent des réfugiés réinstallés.

- Programme d'ambassadeurs

Afin de valoriser les expériences et les compétences des réfugiés et d'optimiser notre fonctionnement, nous formons un groupe diversifié d'ambassadeurs. Il s'agit de réfugiés réinstallés qui habitent depuis plus de deux ans en Belgique et qui maîtrisent suffisamment le français ou le néerlandais.

- Ateliers de développement personnel

Ces ateliers sont des sessions collectives et interactives portant sur certains thèmes psychosociaux et de citoyenneté. Quatre nouveaux ateliers sont développés



© Caritas International

© Caritas International



avec pour thèmes : la gestion des attentes, le choc culturel, les normes et valeurs, la dynamique familiale et les modèles de rôles, le logement, comment gérer un budget limité,...

La participation aux ateliers est très active. La présence de collaborateurs interculturels et des 'ambassadeurs' permet aux personnes de s'exprimer dans leur langue et de tirer des enseignements de ces échanges d'expériences.

155 personnes participent une ou plusieurs fois à nos ateliers (13 au total). Nous comptons au total 258 participations.

- Plateforme d'information en ligne

Nous lançons en septembre un groupe Facebook fermé où les réfugiés réinstallés peuvent échanger des informations dans leur propre langue. Ceci s'avère être un outil de travail dynamique et efficace. Fin 2018, le groupe compte 85 membres.



Hélène Leduc, Housing-café Liège

« Pendant les 'Housing-café' nous partageons souvent nos connaissances. En revanche, dans le cas du 'Housing got talent', les rôles sont inversés. Réfugiés et bénévoles deviennent musiciens, danseurs, acteurs, dessinateurs... quels talents, quelles richesses chez les gens que nous rencontrons au quotidien ! Leur force nous touche au plus profond de nous-mêmes. »

4 Soutien à la réintégration



© Caritas International

L'équipe réintégration de Caritas International soutient depuis 2004 les migrants qui choisissent de retourner dans leur pays d'origine. Souvent, ils font ce choix par manque de perspectives d'avenir en Belgique. Ce qui n'empêche qu'ils ont beaucoup de questions à propos de ce qui les attend dans leur pays d'origine, d'autant plus si ils ont comme certains séjourné plusieurs années en Belgique ou en Europe. Afin de préparer au mieux leur retour au pays, les collaborateurs de l'équipe réintégration rencontrent chaque personne individuellement. À l'arrivée dans le pays d'origine, c'est l'organisation partenaire locale qui prend la relève en matière d'accompagnement. Elle soutient la personne retournée pour payer le loyer, trouver une formation, inscrire les enfants à l'école, lancer une petite entreprise, etc.

ERRIN : un réseau européen

Caritas International est un partenaire de longue date de Fedasil, l'agence fédérale belge chargée notamment du retour volontaire. Depuis quelques années, nous jouons également un rôle important au niveau européen. De plus en plus de pays comprennent l'importance du soutien dans le pays d'origine. Étant donné notre expérience de longue date en la matière, nous nous sommes lancés avec certains de nos partenaires dans plusieurs pays d'origine dans le programme européen ERRIN, lequel offre un soutien à la réintégration aux retournés de différents pays.

9 pays d'origine

Outre le Maroc, la Russie, l'Ukraine, le Népal et l'Inde, en 2018, le Brésil, le Nigeria, le Ghana et l'Éthiopie se sont ajoutés à la liste des pays d'origine concernés –

essentiellement des pays africains anglophones donc. Concrètement, cela signifie que l'équipe réintégration de Caritas traite les demandes provenant de 18 pays européens concernant des personnes souhaitant retourner dans l'un des pays repris dans la liste ci-dessus. Nous ne pouvons malheureusement pas rencontrer personnellement les retournés non-belges, mais nous avons néanmoins des contacts par téléphone avec eux.

Accompagner des retournés de différents pays européens, avec différents profils, différentes attentes et différents contextes et niveaux de formation requiert bien entendu des compétences multiples. C'est pourquoi, en novembre 2018, Caritas organise, avec ses partenaires africains, sa première formation au Nigeria. Le but de la rencontre : réunir les partenaires africains et assurer la réussite du lancement du programme ERRIN dans ces pays. Des organisations partenaires du Nigeria, du Ghana et de l'Éthiopie étaient également présentes. Une telle rencontre, dans un des pays d'origine, est pour notre équipe aussi l'occasion d'apprendre à mieux connaître le fonctionnement des collègues nigériens, ghanéens et éthiopiens et d'appliquer certaines de leurs « bonnes pratiques » à notre propre fonctionnement. Il s'agit également d'une belle opportunité de rencontrer quelques retournés et d'avoir une meilleure image des difficultés et des possibilités liées à un retour au Nigeria.

« L'accompagnement lors de la réintégration n'est pas une activité, mais une mission délicate qui requiert un engagement désintéressé. Nous essayons de répondre aux besoins psychosociaux et économiques des personnes dans le seul but de leur offrir de meilleures conditions de vie. »

Grace, soutien à la réintégration au Ghana



© Caritas International



Indra rentre au Népal

« Pendant ma procédure d'asile en Belgique, je faisais la plonge dans un restaurant, mais lorsque j'ai été déboutée dans ma demande, je n'avais plus de permis de travail et j'ai aussi perdu mon emploi. Après quatre ans en Belgique, j'ai décidé de retourner auprès de mon mari et de mes enfants chez moi au Népal. »

Faire des projets

« Avant mon départ, j'ai discuté avec Caritas des possibilités au Népal », raconte Indra. « Je pensais cultiver des tomates et ouvrir un petit magasin, mais il s'est rapidement avéré que ce serait loin d'être évident. J'habite dans la région éloignée de Damjha, où le nombre de clients potentiels est plutôt limité et l'approvisionnement en produits se fait difficilement en raison des mauvaises routes d'accès. » Caritas Népal a conseillé à Indra de consulter son réseau et de voir si des connaissances ou des membres de sa famille étaient peut-être disposés à travailler avec elle, éventuellement en dehors de son village.

Amie d'enfance

Sur le marché de la grande ville de Baglung, une amie d'enfance d'Indra a un magasin depuis plus de 10 ans. Elle était disposée à partager une partie de ses bénéfices. « En échange, j'investis dans le magasin et j'y travaille, » raconte Indra. « Je fais chaque jour 3 heures de trajet pour me rendre sur le marché. Cela me coûte du temps et de l'argent, mais au moins je peux travailler et acquérir de l'expérience. Mon mari m'a soutenue dès le début dans mon choix, même si les revenus n'étaient pas garantis. »

Une région avec un pouvoir d'achat

« J'ai commencé à travailler pendant le festival hindi. Le moment par excellence où les gens achètent beaucoup de nourriture, » explique Indra, rayonnante. « J'ai dès lors connu un bon départ. En outre, beaucoup de personnes à Baglung reçoivent de l'argent de leur famille à l'étranger. Ils peuvent donc acheter plus que ceux qui vivent dans les autres régions, ce qui est tout bénéfique pour notre magasin. »

Top 5 des pays de retour depuis la Belgique (Fedasil)

Pays de retour	Nombre de personnes
Géorgie	198
Brésil	64
Irak	52
Ukraine	52
Arménie	33
Autres	215
Total	614

Réintégration depuis d'autres pays européens dans le cadre d'ERRIN

Pays de retour	Nombre de personnes
Russie	1.050
Ukraine	259
Inde	285
Népal	9
Maroc	32
Nigeria	63
Ghana	16
Éthiopie	7
Brésil	26
Total	1.747

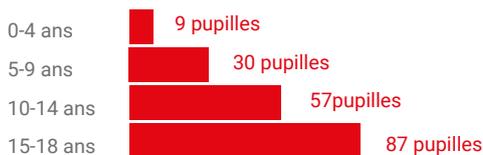
5 Tutelle de mineurs

L'équipe de tuteurs de Caritas International se concentre en 2018 sur trois tâches clés : la tutelle de mineurs étrangers non-accompagnés, un helpdesk pour les (nouveaux) tuteurs francophones et le soutien aux transmigrants non-accompagnés.

Tutelle

En 2018, 11 tuteurs ont accompagné 183 mineurs. Les tuteurs sont leurs représentants légaux, ils défendent leurs intérêts, les soutiennent et cherchent avec eux la solution la plus durable pour leur avenir, dans notre pays ou ailleurs.

Âges



Formation et coaching des tuteurs francophones

À la demande du SPF justice, l'équipe de tuteurs se charge depuis janvier 2016 de la formation et du coaching des (nouveaux) tuteurs francophones. Partager connaissances et expériences, aider à étendre un réseau professionnel, discuter des défis concrets et des stratégies possibles : bref, offrir aux tuteurs le bagage et le soutien nécessaires afin qu'ils puissent exécuter leur mission le mieux possible.

Concrètement, cela signifie pour 2018 :

- Un helpdesk par téléphone le lundi de 10h à 12h, le mardi de 17h à 19h et le jeudi de 13h à 15h. Également par courriel.
- 5 jours de formation de base autour des différents modules (législation, aspects psychosociaux, enseignement, retour volontaire et accueil).
- 48 parcours de coaching (3 sessions de 2h30 chacune). Il s'agit ici d'un approfondissement et d'une application pratique de la formation de base dont bénéficient les tuteurs.

- 36 sessions d'accompagnement individuel pour les tuteurs qui éprouvent des difficultés ou qui suivent un dossier complexe.
- 13 jours de formation continue autour de thèmes importants dans le cadre de la tutelle : regroupement familial, droit social, procédures de droit de séjour.

Transmigrants non-accompagnés

À partir de février 2018, Caritas est active dans le 'hub humanitaire', le dispensaire à proximité du parc Maximilien. Les migrants en transit sont très mobiles et évitent tout contact avec les autorités. Le hub se veut une zone neutre, où les migrants peuvent obtenir gratuitement et de manière anonyme un avis médical, social et juridique. Grâce à la collaboration entre organisations ayant différentes expertises, le hub accueille bon nombre de personnes.

Cependant, nous constatons que très peu de mineurs visitent le hub. Ceci est en partie dû au fait que le hub n'est pas adapté à leurs besoins spécifiques. Laurence Bruyneel, coordinatrice de l'équipe tuteurs s'explique : *« Ils doivent pouvoir se rendre dans un endroit réellement adapté à leurs besoins. Et un tel endroit est difficile à trouver, alors que ces jeunes sont particulièrement vulnérables. Non seulement, ils ont déjà un parcours traumatisant derrière eux, mais ils sont également exposés à bon nombre de dangers ici en Belgique. Toute personne mal intentionnée, sachant que des mineurs sont présents dans le parc Maximilien, a directement accès à ce groupe très vulnérable. »*

C'est pourquoi l'équipe élabore une alternative : accompagnés d'acteurs de terrain, nous partons activement à la recherche de transmigrants non-accompagnés à proximité du hub et nous leur proposons des informations et des services sur mesure. Le projet débute en juin et est rapidement couronné de succès. En outre, un des tuteurs se rend quotidiennement à l'Office des étrangers afin de veiller à ce que les jeunes qui souhaitent introduire une demande d'asile soient immédiatement aidés. Ceci est d'autant plus nécessaire que, fin 2018, un quota provisoire est fixé pour limiter le nombre de demandes d'asile qui peuvent être traitées par jour.

6 Services sociaux de première ligne

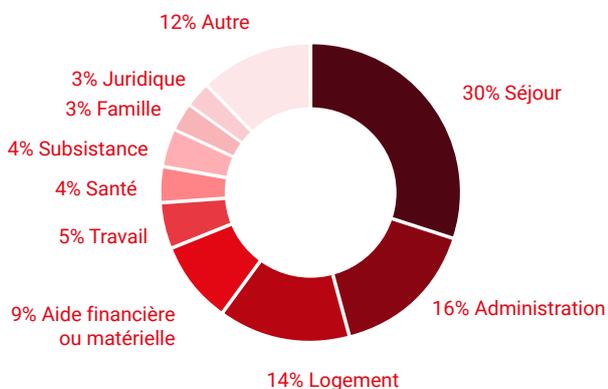


© Isabel Corthier

Soins de première ligne

Les soins de première ligne, le logement à Bruxelles (p 24) et la tutelle des MENA (p 29) ne sont possibles que grâce à l'étroite collaboration entre Caritas International et le service social, CAW Brabantia, antenne Caritas. Dans le cadre du service de première ligne, Caritas s'adresse à toute personne étrangère, indépendamment de son statut ou de sa nationalité. En 2018, 718 dossiers sont introduits, correspondant à 84 nationalités. Il s'agit ici principalement de demandes d'aide liées au permis de séjour, au logement et à l'administration au sens large.

Nature des demandes de première ligne



Regroupement familial

Les conditions du regroupement familial sont complexes et différent selon les dossiers. C'est pourquoi Caritas prévoit des séances collectives d'information et un accompagnement individuel pour les personnes qui souhaitent introduire une demande de regroupement familial.



© Isabel Corthier

En 2018, nous avons organisé 6 formations spécifiques pour les tuteurs et 19 séances collectives pour des migrants intéressés, répartis selon leur statut de séjour (réfugié, protection subsidiaire, régularisé...). Nous avons ainsi pu informer 254 personnes au total.

Quiconque a ensuite encore besoin d'un suivi peut s'adresser à Caritas pour un accompagnement individuel. Nous proposons une aide administrative (par exemple pour remplir la demande de visa en ligne). Le cas échéant, nous prenons également contact avec les différentes instances compétentes (ambassades, Office des étrangers,...). En 2018, le service social a traité 672 dossiers, dont 421 nouvelles demandes et 35 émanant de MENA.

Ensuite, après l'arrivée des membres de la famille, les assistants sociaux restent disponibles. Un problème auquel ils sont très fréquemment confrontés est l'inscription dans la commune. En effet, les documents d'état civil reconnus par l'Office des étrangers ne le sont pas toujours par les communes. Caritas accompagne ces familles, toujours dans le but de trouver une solution.

Visite des centres fermés

Le service de première ligne a accès, aux côtés d'autres organisations, aux centres fermés de Belgique. En 2018, deux collègues se sont rendus une fois par semaine au centre de rapatriement 127bis de Steenokkerzeel. Leur mission est triple :

- Offrir une écoute aux personnes détenues;
- Expliquer les droits et éventuellement offrir une aide juridique;
- Évaluer les conditions générales de détention et signaler les problèmes auprès des instances compétentes.

Il s'agit ici principalement de personnes détenues pour raisons administratives : séjour illégal, migration de transit, résultat négatif de procédures... Nos visiteurs du service social font également partie du Groupe Transit : une plateforme pour visiteurs de détenus dans les 5 centres fermés existants, créée dans le but d'unir leurs forces.

Les assistants sociaux ont rencontré, à une ou plusieurs reprises, 121 détenus au centre 127bis. Les personnes

refoulées sont principalement originaires du Maghreb, de la Fédération de Russie ou des pays africains.

Le groupe qui doit retourner dans un autre pays européen, dans le cadre du traité de Dublin, sont surtout des personnes ayant fait la traversée en bateau depuis la Lybie vers l'Italie et qui ont laissé leurs empreintes digitales à leur arrivée dans ce pays.

À partir d'août 2018, le public du centre de rapatriement 127bis change. En effet, en août 2018, des unités fermées voient le jour, destinées aux familles avec enfants mineurs. En 2018, 5 familles sont enfermées. Caritas est partenaire de la campagne 'On n'enferme pas un enfant. POINT'. Cette campagne demande au gouvernement de mettre fin immédiatement à l'enfermement des enfants dans les centres fermés.

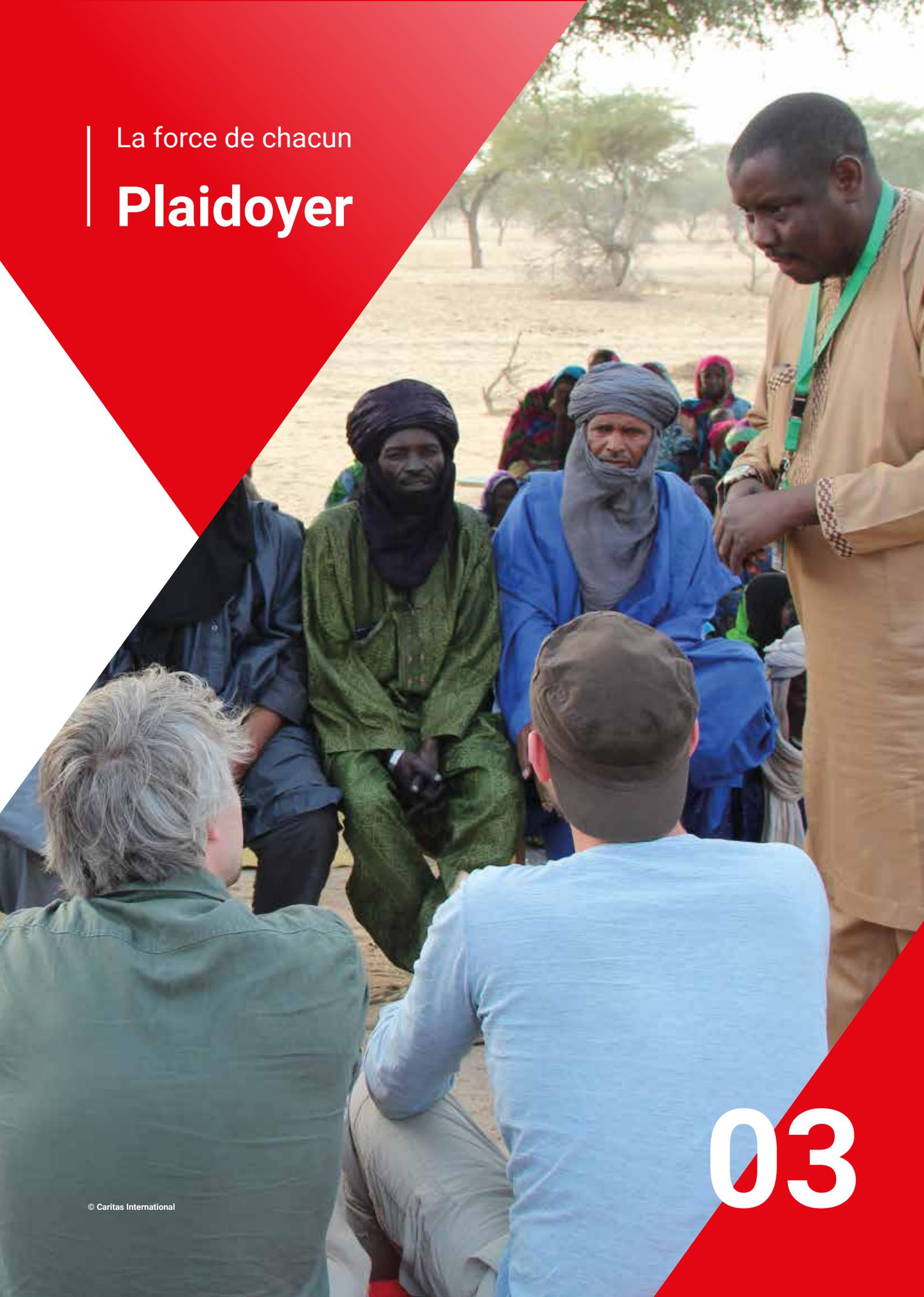
En outre, nous constatons en 2018 que les centres fermés augmentent leur capacité réservée aux transmigrants. Un des couloirs du centre 127bis devient le centre administratif national pour la migration de transit. La police fédérale peut y traiter administrativement les dossiers des personnes en transit vers le Royaume-Uni. Lorsque la décision de procéder à la détention est prise, la personne est déplacée dans un des deux autres couloirs.



© Isabel Corthier

La force de chacun

Plaidoyer



03

Analyses, plaidoyers et actions de sensibilisation, voici en résumé ce qui occupe notre équipe plaidoyer. L'objectif est de continuer en 2018 à informer les décideurs politiques, ainsi que les citoyens belges, du lien entre la migration et le développement. Nous cherchons à aiguïser les opinions existantes et à impliquer plus activement les différents pans de la société : tant le grand public que les décideurs politiques et autres acteurs de développement. « Des informations correctes et une implication citoyenne et politique sont cruciales si nous voulons mettre notre société sur la voie du développement durable », précise Tom Devriendt, responsable du plaidoyer.

MIND : migration, interconnectivité et développement

En 2018, nous avons le plaisir d'accueillir deux nouvelles collègues. Elles travailleront jusqu'à la fin 2020 sur un projet financé par la Commission européenne. Le projet a reçu un joli nom : MIND. Acronyme pour Migration, Interconnectivité et Développement. Derrière ce nom, se cachent de grandes ambitions : rassembler des récits illustratifs des liens entre les modèles de développement et de migration. Montrer comment la migration et les migrants peuvent contribuer au développement durable. Et ce développement durable n'est évidemment pas seulement synonyme de progrès économique, mais bien, aussi, de progrès social et écologique – un constat que nous avons voulu mettre davantage en évidence cette année par le biais d'une campagne grand-public avec le hashtag #whatishome.

Outre cette campagne, nous contribuons également à l'analyse des cadres politiques existants. Que nous apprennent-ils quant à la migration et au développement et quelle est leur influence sur la réalité? « Y a-t-il une différence entre les deux? Existe-t-il des malentendus à propos de ce phénomène? Si oui, pouvons-nous les influencer et – le cas échéant – les 'redresser'? Et quel rôle jouent l'UE et ses États-membres à cet égard? Prennent-ils toujours des décisions éclairées? », autant de questions posées par Tom Devriendt et son équipe. « Nous sommes d'avis que nous pouvons mieux faire. Caritas souhaite améliorer la politique à cet égard et la rendre plus cohérente. Montrer quelles sont les conséquences de la politique européenne en matière de migration sur le développement. Et inversement. »

Causes profondes de la migration

Le développement a un impact sur la migration, mais quel est-il précisément? Et quel est le lien avec les autres causes profondes de la migration forcée? Pensez par exemple au réchauffement climatique. Le nombre de tempêtes, de sécheresses et d'inondations a triplé au cours des trente

dernières années. Ce sont surtout les communautés vulnérables du Sud qui ressentent les conséquences dévastatrices de ces phénomènes. Souvent, la migration s'avère être la seule issue pour ces communautés.

Penser aussi à (l'absence de) sécurité alimentaire. Au Niger, des populations se préparent chaque année à quitter à nouveau leur village. Dans une région où la terre, de par sa nature, n'est productive que la moitié de l'année et où les sécheresses sont traditionnellement le prélude à la famine, la migration circulaire constitue depuis toujours une importante stratégie de survie. Ces dix dernières années, il est devenu habituel au Niger de voir hommes, femmes et enfants migrer pendant la saison sèche et chercher du travail dans les pays voisins, principalement dans les grandes villes au Nigeria, en Lybie ou en Algérie. Ainsi, le produit de la récolte peut en partie être économisé pour ceux restés sur place, alors que ceux qui partent peuvent se nourrir avec ce qu'ils gagnent à l'étranger et parfois même envoyer un peu d'argent à la maison. Mais est-ce durable? Cette situation est-elle tenable? Et quel est l'impact de la politique étrangère européenne sur la migration dans les pays en dehors de l'Europe?

Recommandations politiques

Autant de questions auxquelles Caritas tente de répondre d'une manière aussi nuancée que possible. Des réponses que nous partageons sous forme de recommandations à l'adresse des décideurs politiques (en 2018, nous avons des contacts avec une certaine d'entre eux) et des organisations partenaires – avec mention particulière de Caritas Europa, de la Commission Justice & Paix, de 11.11.11 et du CNCD. Des réponses positives et constructives que nous illustrons et étayons systématiquement de récits et de témoignages collectés au sein de notre réseau. Ainsi, en 2018, nous travaillons sur le Pacte Mondial des Nations Unies pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (Global Compact). À cet égard, nous rencontrons souvent les représentants de la Coopération belge au développement, chargés de suivre cet épineux dossier pour le gouvernement belge. La Belgique signe ce Pacte Mondial, convaincue qu'il offre dans un avenir proche un cadre solide pour faire de la migration un moteur du développement. Cette analyse est partagée par Caritas International. Elle reflète une approche positive, laquelle donne espoir à notre société et permet de résoudre des problèmes, d'autant que les décideurs politiques ne voient pas toujours quelle est la meilleure voie à suivre. Pour cette raison, il est important pour Caritas de continuer à formuler des propositions politiques concrètes et à proposer des solutions, de sorte que les politiques belge et européenne soient des politiques de plus en plus équitables.

La force de chacun

Éducation



04

Chez Caritas, nous croyons profondément en la force des jeunes. Nous sommes convaincus que les jeunes sont capables de grandes choses et nous sommes fiers de pouvoir, sur base de notre expérience de terrain, les aider à se mobiliser dans la lutte pour l'égalité, la justice et les droits humains. Grâce à notre offre pédagogique, nous formons les jeunes et leurs enseignants autour du thème des réfugiés et de la migration et leur proposons d'apporter une pierre à l'édification d'un monde plus juste.

Jeunes syriens en exil

Les jeunes ne sont clairement pas indifférents. Pour le projet 'Jeunes en exil', qui en est à sa cinquième édition, quelque 723 jeunes belges ont écrit une lettre à des jeunes syriens de leur âge ayant fui vers le Liban. Avec ce projet, en partenariat avec Caritas Liban, nous encourageons les jeunes à entreprendre une action de solidarité et nous saisissons également l'occasion de les informer correctement sur le conflit en Syrie et les conséquences de celui-ci pour les syriens et au niveau mondial.

Rencontres

De même, lors de notre atelier 'Between 2 worlds', à l'occasion duquel nous nous rendons dans les écoles, nous voulons familiariser les jeunes avec le thème des réfugiés et de la migration. Parce que nous sommes convaincus que les rencontres sont une manière forte, permettant de mieux comprendre certaines choses, et aussi parce que nous croyons à la force des réfugiés en tant qu'acteur du changement, nous lançons en 2018 un nouveau projet. Cette fois, nous recherchons des personnes avec un passé d'exil, disposées à entrer en dialogue avec les jeunes à ce sujet. Au total, 13 candidats ont bénéficié d'un cours intensif de narration dans le but de parler aux jeunes dans les écoles. Depuis le lancement de ce projet, 400 élèves ont ainsi déjà pu rencontrer un de nos volontaires avec un passé d'exil.

Causes de la migration

En 2018, nous accompagnons aux côtés de la Commission Justice et Paix et de la Croix Rouge de Belgique l'école Centre Scolaire Saint-Adrien - Val Duchesse d'Auderghem dans un débat autour des causes des conflits et de la

migration. Notre but? Former plus de 130 jeunes au thème de la migration, des ressources naturelles et des conflits et ainsi leur donner ce petit coup de pouce supplémentaire et les encourager à s'engager dans l'un de ces thèmes importants. L'exposition que les élèves mettent sur pied en fin d'année scolaire est d'une qualité incroyable. Ils parviennent à leur tour à sensibiliser parents, camarades de classe et enseignants.

Mobiliser les enseignants

De même, la force des enseignants et leur capacité à faire bouger les choses ne peuvent pas être sous-estimées. En 2018, 7 moments de rencontre sont organisés au cours desquels nous formons les enseignants et futurs enseignants à propos des thèmes de la migration, des conflits dans le monde et des réfugiés. Ceci nous a permis de toucher au total 118 (futurs) enseignants. Ce projet se déroule en collaboration avec différents partenaires, dont la Commission Justice et Paix, 11.11.11 et l'enseignement catholique en Flandre.

« J'estime qu'il est très important d'aider la jeune génération à comprendre ce qui se passe dans le monde. Ce qui se passe derrière les bulletins d'information à propos des réfugiés qu'ils voient à la télé. Je travaille moi-même dans le monde des nouveaux médias et je sais pertinemment bien que ceux-ci apportent souvent des informations incomplètes. Les ateliers auxquels j'ai participé, confrontent les jeunes avec de nouvelles questions, de nouvelles perspectives. C'est déjà un bon début. »

Fady Al Ghorra – Témoin, Between 2 worlds



© Fady Al Ghorra / Caritas International

Programmes asile et migration en Belgique

Titre du projet	Objectifs	Période	Bailleurs de fonds	Coûts directement liés au projet 2018 en €
Youth in Transit à Liège	Accompagnement vers la vie en autonomie, transition de l'aide matérielle vers l'aide sociale et financière de Mineurs Etrangers Non-Accompagnés.	Depuis 07 16	Fedasil, Ciré	1.099.092
Youth in Transit à Bruxelles	Accompagnement vers la vie en autonomie, transition de l'aide matérielle vers l'aide sociale et financière de Mineurs Etrangers Non-Accompagnés.	Depuis 07 17	Ciré	319.385
High Care	Accueil de personnes reconnues réfugiées gravement malades. Accompagnement dans la transition vers la vie en Belgique pour ces personnes.	Depuis 09 17	Fedasil	619.679
Transition vers l'autonomie	Faciliter la transition vers l'autonomie et le démarrage de la vie en Belgique pour des réfugiés vulnérables qui ont obtenu un titre de séjour.	Depuis 03 16	Fedasil	1.480.670
Intégration : Housing-cafés – Coaching intégration de réfugiés vulnérables – Peer2peer réfugiés réinstallés	Soutien de réfugiés ayant obtenu un statut à la recherche de leur premier logement sur le marché privé. Faciliter l'intégration de réfugiés vulnérables et de réfugiés réinstallés.	Depuis 11 15	Fonds propres, Fedasil	988.901
Health care Antwerpen	Accueil des demandeurs d'asile dans des logements individuels à Anvers dont un ou plusieurs membres de la famille souffre de problèmes médicaux.	Depuis 07 17	Ciré	838.155
Accueil Individuel Louvranges	Accueil spécifique pour demandeuses d'asile vulnérables avec ou sans enfants	Depuis 2010	Fedasil, Ciré	1.375.774
Centre d'accueil de Scherpenheuvel	Accueil des demandeurs d'asile dans un centre collectif.	Depuis 11 15	Fedasil	2.922.633
APL Charleroi	Sous-location à des réfugiés reconnus	Depuis 01 14	Fonds propres	255.390
Réintégration après retour volontaire	Accompagnement des personnes désireuses de retourner volontairement dans leur pays d'origine et qui ont droit à un soutien à la réintégration.	Depuis 2006	Fedasil, AMIF België, AMIF Europa	3.893.142
Service social pour étudiants et stagiaires étrangers	Soutien des étudiants se trouvant en Belgique, titulaires d'un visa limité aux études et inscrits dans une Université ou dans une Haute Ecole	Depuis 01 14	Fonds Orval en Scourmont	35.336
Soutien au CAP Brabantia	Soins de première ligne Tutelle	Depuis 1974 Depuis 2005	Fonds propres	126.979
Parrainage communautaire – demandeurs d'asile syriens	Accompagnement de groupes paroissiaux accueillant 100 demandeurs d'asile syriens.	2018	Fonds propres	40.459
Aide financière	Des prêts exceptionnels dans le cadre d'un regroupement familial ou d'une garantie locative.		Fonds propres	16.756



Programmes d'urgence et de développement

Programmes de cofinancement (fonds propres et institutionnels)

Aide d'urgence et réhabilitation

Pays	Projet	Période	Budget	Bailleur de fonds	Dépenses 2018 en €	Contribution de Caritas International
Burundi - Niger - RD Congo	Programme d'appui à la résilience des populations vulnérables aux risques de catastrophes (PRRC)	2016-2018	5.293.689 EUR	DGD	2.392.752,74	0
Palestine - Gaza	Aide médicale ciblée et protection des personnes vulnérables dans la bande de Gaza	2016-2018	1.060.077 EUR	DGD	50.776,73	0
RD Congo	Projet de Veille humanitaire dans les provinces de l'Equateur et du Kasai	2017-2018	585.393,09 USD	UNICEF	229.045,27	15.255 USD
RD Congo	Projet de Veille humanitaire dans les provinces de l'Equateur et du Kasai	2018	349.419,45 USD	UNICEF	163.102,51	12.630 USD
RD Congo	RRMP (Réponse rapide de Mouvements de Population) dans la région de Mbuji-Mayi, province du Kasai	2017 - 2018	82.798 USD + 43.099 CHF	UNICEF + Swiss confederation	111.511,06	0
RD Congo	Promotion des outils digitaux pour la coordination humanitaire dans la province du Kasai	2018-2019	1.420.000,40 EUR	DGD	237.916,33	0
RD Congo	Réponse rapide aux crises dans le Sud-Kivu	2018-2019	1.192.553,83 EUR	DGD	21.958,29	0
Serbie	Aide alimentaire pour les migrants au Sud de la Serbie	2017-2018	1.152.000 EUR (672.000+cofin)	ECHO + CRS	194.557,32	Cl.be (159.200 EUR) + CRS (320.800 EUR)
Soudan du Sud et Ouganda	Sécurité alimentaire et acquisition de revenus pour les agriculteurs et personnes déplacées de Yei et Maridi et pour les réfugiés en Ouganda	2017-2019	418.188 CHF	Swiss confederation	155.510,28	0
Soudan du Sud et Ouganda	Aide d'urgence pour les habitants de Yei (Soudan du Sud), sécurité alimentaire durable et acquisition de revenus pour les réfugiés Sud-Soudanais en Ouganda	2017-2018	1.293.490,21 EUR	DGD	978.251,00	0
Syrie	Aide humanitaire et réhabilitation pour des familles vulnérables-Alep	2018	100.000 EUR	Buza Gouvernement flamand	100.000,00	0
Total					4.635.381,53	

Développement

Pays	Projet	Période	Budget en €	Bailleur de fonds	Dépenses en 2018 en €	Contribution de Caritas International
Burundi	Création de valeur ajoutée agricole grâce à la mise en commun des moyens publics et privés	2016 - 2019	950.000,00	UE	279.782,36	25%
Burundi	Programme multi-acteurs d'amélioration de la sécurité alimentaire dans les communes de Cendajuru, Gisuru et Kinyinya	2013-2018	1.764.706,00	Belgisch Fonds voor Voedselzekerheid / BTC-Enabel / WBI	332.475,00	15%
Burundi	Initiatives pour le développement des EFI - Mosso	2016-2019	778.000,00	BTC-Enabel	156.520,00	0%
Burundi	Initiatives pour le développement des EFI - Imbo	2017-2019	450.000,00	BTC-Enabel	134.055,00	0%
Burundi	Projet d'Appui à la Résilience Communautaire à Buyenzi	2018-2021	1.715.000,00	UE		5%
Burundi	Projet de Développement Local pour l'Emploi (PDLE)	2018-2021	298.874,00	Banque Mondiale	-	0%
RD Congo , Burundi, Rwanda, Haiti, Niger, Ethiopie, Belgique	Programme Emmo (Empowerment dans un monde en mouvement) - programme quinquennal	2017-2021	12.839.807,99	DGD + 11.be	2.663.706,40	20%
Ethiopie	Résilience économique et activités génératrices de revenus	2017-2019	1.474.814,00	UE Reset	336.546,00	10%
Ethiopie	Améliorer la résilience face à l'impact des changements climatiques - Tigray Oriental	2016-2018	240.001,00	UE/ Civil Society Fund	-	15.000 EUR
Ethiopie	Renforcement de l'accès à l'eau potable et aux pratiques d'hygiène dans les écoles - district Irob	2018	54.719,00	Fonds Amélie & Elisabeth	9.479,55	13.945 EUR
Total					3.912.564,31	



© Isabel Corthier



Programmes fonds propres

Programmes d'aide d'urgence avec le réseau Caritas

Pays	Crise humanitaire	Dépenses 2018 en €
Bosnie-Herzégovine	Réfugiés	20.000,00
Burkina Faso	Crise alimentaire	20.000,00
Cambodge	Inondations	20.000,00
Ethiopie	Famine - crise alimentaire	130.000,00
Grèce	Réfugiés	20.000,00
Haïti	Reconstruction après Matthew	90.000,00
Inde	Inondations	20.000,00
Indonésie	Tsunami	150.000,00
Jordanie	Crise humanitaire - (réfugiés Moyen Orient)	75.000,00
Liban	Crise humanitaire - (réfugiés Moyen Orient)	54.518,98
Mongolie	Inondations	29.208,00
Népal	Réhabilitation après tremblement de terre	75.000,00
Niger	Crise alimentaire	130.000,00
Ouganda	Famine - crise alimentaire	66.670,00
Palestine	Aide médicale - bande de Gaza	20.000,00
Philippines	Réhabilitation après typhon Haiyan	176.519,35
RD Congo	Réponse d'urgence aux communautés retournées dans le diocèse de Mweka	130.000,00
RD Congo	Réintégration de 500 familles réfugiées et familles d'accueil dans le Diocèse de Molegbe	60.000,00
Rwanda	Assistance aux réfugiés burundais du camp de Mahama	75.000,00
Somalie	Famine - crise alimentaire	50.000,00
Soudan du Sud	Famine - crise alimentaire	125.000,00
Syrie (littoral)	Famine - crise alimentaire	200.000,00
Total		1.736.916,33

Projets socio-économiques

Caritas International finance plusieurs activités pour lesquelles il n'y a pas de bailleurs institutionnels.

Pays	Nombre	Dépenses 2018 en €
Burundi	4	14.638,00
Cambodge	1	16.569,00
Indonésie	1	10.000,00
Irak	2	98.000,00
Laos	1	14.000,00
Liban	1	20.000,00
Ouganda	2	27.842,00
RD Congo	2	21.857,35
Thaïlande	1	7.500,00
Total	15	230.406,35

Renforcement des capacités Partenaires Caritas

Caritas International renforce ses partenaires Caritas afin de former le personnel et de renforcer et développer leurs structures.

Pays	Organisation	Dépenses 2018 en €
Asie	Caritas Asia (regional conference and leadership program)	15.000,00
Bosnie-Herzégovine	Caritas Bosnie-Herzégovine	10.000,00
Ethiopie	Caritas Ethiopie	25.000,00
Haïti	Caritas Haïti	23.030,00
Liban	Caritas Mona	20.000,00
Macédoine	Caritas Macedoine (via Caritas Europe)	8.000,00
Moldavie	Caritas Moldavie (via Caritas Europe)	2.000,00
Niger	Caritas Niger - Maridi	14.300,00
RD Congo	BDD	50.000,00
Total		167.330,00

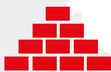
Projets en partenariat

Caritas International a également des partenariats avec plusieurs organisations belges afin de réaliser des projets en accord avec sa vision et mission.

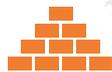
Pays	Nombre de projets	Dépenses 2018 en €
Afrique du Sud	2	7.397,00
Bangladesh	1	8.290,00
Bénin	2	14.899,18
Burundi	1	2.000,00
Cambodge	1	3.082,00
Cameroun	1	42.788,61
Ethiopie	1	8.830,25
Haïti	3	21.095,64
Liban	2	50.511,75
Mali	3	23.575,15
Niger	2	21.750,25
Nigeria	1	2.300,00
Philippines	1	5.631,21
RD Congo	12	73.413,63
Rwanda	3	22.140,55
Sénégal	1	3.415,83
Syrie	1	17.406,05
Tanzanie	1	5.176,30
Togo	1	25.764,60
Total	40	359.468,00



Coopération internationale



Aide d'urgence
Réhabilitation



Aide d'urgence
Réhabilitation
Développement



Développement

Afrique

Burkina Faso
Somalie
Soudan du Sud

Asie

Inde
Indonésie
Mongolie
Népal

Europe

Grèce
Serbie

Midden-Oosten

Jordanie
Palestine (Gaza)

Afrique

Burundi
Ethiopie
Niger
Ouganda
RD Congo
Rwanda

Amérique centrale

Haïti

Asie

Cambodge
Philippines

Europe

Bosnie-Herzégovine

Moyen Orient

Syrie

Afrique

Afrique du Sud*
Bénin*
Cameroun*
Mali*
Nigeria*
Sénégal*
Tanzanie*
Togo*

Asie

Bangladesh*
Laos
Thaïlande

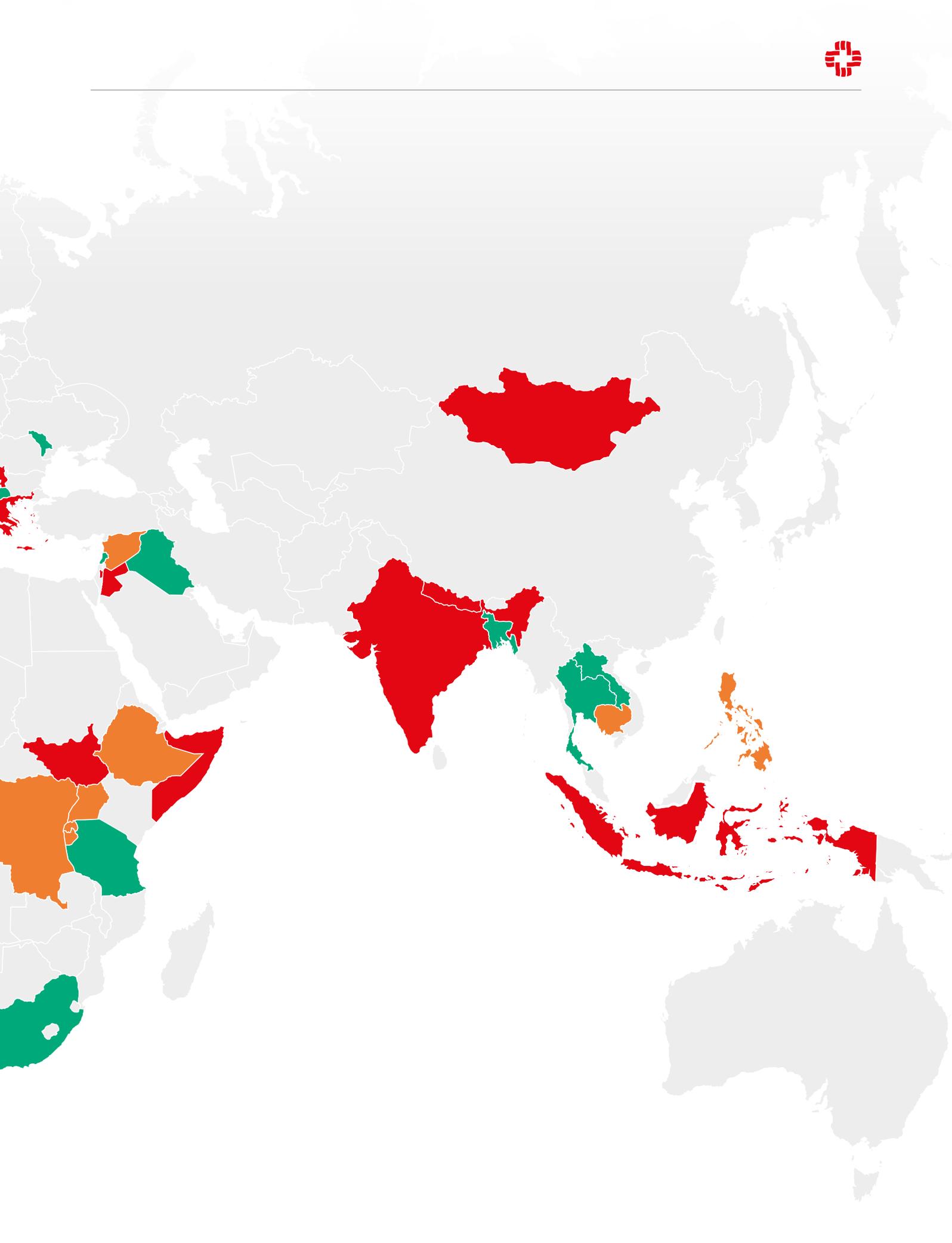
Europe

Macédoine
Moldavie

Moyen Orient

Iraq
Liban

* Projets de partenariat en collaboration avec d'autres organisations belges.



PERSONNEL ET ORGANISATION

Nos collaborateurs au 31.12.2018



Membres du comité de direction:

- François Cornet
- Anne Dussart
- Gilles Cnockaert
- Florence Lobert
- Hubert Thienpont
- Bernadette Van Raemdonck
- Eliane Vanstenavondt

Selon l'âge et le genre

Tranches d'âges	M	F	Total
<24	2	2	4
25-34	22	34	56
35-44	14	24	38
45-49	8	6	14
50-54	2	8	10
55-59	8	8	16
>60	4	4	8
Total	60	86	146

Entrées en fonction et sorties

Total au 01.01.18	In	Out	Total au 31.12.18
145	31	30	146

Et au-delà :

- En 2018, les services de soutien ont été réorganisés de façon transversale pour les différentes entités Caritas en Belgique (à savoir Caritas International, Caritas Vlaanderen, Caritas Francophone et CAW Brabantia – antenne Caritas International). Le département des ressources humaines a dès lors également choisi un nouvel opérateur spécialisé dans la gestion du pay-roll, opérateur unique pour toutes les entités. Le département RH a également été renforcé et différentes procédures ont été actualisées. Ce processus de changement se poursuit en 2019.
- L'implémentation d'un système centralisé de gestion des données (CRM/ERP) est un important chantier en 2018. Afin d'optimiser les flux d'information au sein de nos organisations, différents outils digitaux sont également proposés aux collègues et sont disponibles via un nouvel Intranet : CariNet (cfr page 47).
- Caritas International travaille avec des partenaires locaux. Nous ne sommes représentés que dans quelques pays privilégiés : Burundi (2 personnes), RD Congo (2), en Thaïlande pour la région Asie (2), en Bosnie pour les Balkans (1), en Haïti (1), en Ouganda (2) et au Niger (1).
- Plus de 280 volontaires se sont engagés à nos côtés dans l'accompagnement des demandeurs d'asile et migrants. Ils soutiennent les écoles de devoirs, organisent des loisirs, soutiennent la recherche de logements, l'apprentissage des langues, l'administration,... Cinq personnes à la retraite (dont 4 ex-employés) renforcent le siège à Bruxelles. Les membres du comité de gestion, du conseil de gestion ainsi que de l'Assemblée Générale, aussi, s'engagent bénévolement pour notre organisation.



© Caritas International

Campagnes et communications



© Caritas International

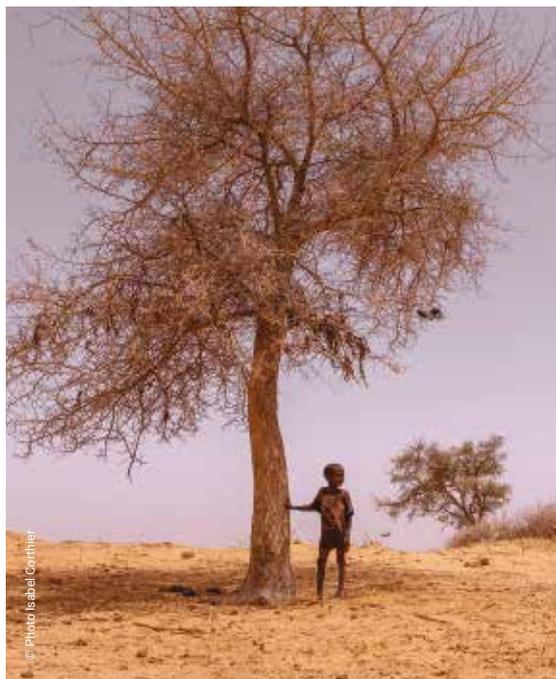
Le goût de l'inconnu

Dans le cadre de la campagne Caritas mondiale « Partagez le chemin », lancée par le Pape François en 2017, nous avons participé à la semaine d'action en juin 2018. Nos événements ont reçu le nom « le goût de l'inconnu ». En effet, nous avons mis en place une expérience un peu spéciale pour le tournage d'un spot TV : faire se rencontrer à la table d'un restaurant une personne migrante et des belges en caméra cachée ! Résultat ? Des rencontres chaleureuses et enrichissantes à chaque fois. Rencontres également proposées lors de différents repas et événements dans nos structures d'accueil et d'intégration à Louvrange, Scherpenheuvel, Anvers et Bruxelles. Une expérience inédite mais qui renforce la culture de la rencontre, prônée par le réseau mondial Caritas et par Caritas International Belgique.

Une campagne de sensibilisation

A l'été, avec la campagne #Whatishome nous avons questionné les liens entre migration et développement en vous posant une question : qu'est-ce que c'est, un chez-soi ? Une campagne qui vise à sensibiliser le grand-public quant aux causes profondes des migrations. Avec un dossier en ligne, alimenté de nombreuses interviews d'experts et d'analyses, des portraits et le soutien de diverses personnalités la campagne rencontra un franc succès !





Lorsque les dernières feuilles seront cueillies, il sera trop tard.

Lisez s'il vous plaît la lettre jointe à votre journal.



Des appels aux dons

En septembre, à l'occasion de notre campagne annuelle, c'est sur le terrain de nos projets au Niger que nous invitons nos donateurs à soutenir les familles locales vulnérables à se battre contre la faim en période de soudure, entre deux récoltes. Récoltes bien trop maigres à cause de la sécheresse. Entre autres dans les pages de Kerk&Leven et de Dimanche mais aussi par le biais de notre dossier en ligne. Nos sympathisants ont, à nouveau, massivement répondu à l'appel en réunissant plus de 930.000 euros. Grâce à vous, nous pouvons aider 7.560 personnes. Merci!

Nos généreux donateurs ont également répondu présents à l'occasion de diverses crises, notamment au Congo et en Syrie. L'année 2018 fut clôturée avec 3.942.754,51 euros de dons rassemblés grâce à nos généreux donateurs.



Urgence 12-12

Et puis, fin septembre, c'est en Indonésie que la nature se déchaîne. Quatre tremblements de terre et un Tsunami feront des centaines de victimes sur l'île de Sulawesi. Caritas International et ses partenaires se mobilisent ensemble – au sein du consortium 12-12 – pour lancer un appel à l'aide urgent. Via le 12-12, nous avons récolté 210.723.51 euros. Ajoutez à cela les dons récoltés pour l'Indonésie sur notre compte BE88 0000 0000 4141 et c'est un total de 659.342 euros qui nous permettront de reconstruire le quotidien des personnes touchées par cette crise.

Une communication interne développée grâce à CariNet

Dans un tout autre registre, l'année 2018 a également été marquée par la mise en place d'un nouvel Intranet destiné à rassembler tous les collègues de Caritas International, Caritas Vlaanderen, CAP Brabantia antenne Caritas et Caritas francophone. Ce nouveau bébé, né le 1^{er} octobre 2018 fut baptisé CariNet. Avec lui, c'est tout un paquet d'outils de communication et de collaboration digitale qui ont été introduits. L'objectif? Informer au mieux les collègues de la direction que prends notre organisation, se donner les moyens de nos ambitions et créer du lien entre collègues.

Rapport financier 2018 *

L'année 2018 se termine par une perte de 3.096.609 €. Ces montants viennent en diminution des fonds destinés.

Les recettes sont de 28.119.317 € et les dépenses de 31.215.927 €. La différence entre ces deux chiffres donne le résultat. Nous proposons de reprendre un montant de 72.730 € sur la réserve pour passif social. Le résultat à affecter est de 3.023.879 € et sera intégralement prélevé sur les fonds destinés.

Les fonds destinés sont la partie des fonds dont Caritas International dispose et qui sont destinés à la réalisation de ses projets. Ces fonds destinés étaient de 13.134.328 € fin 2017. Avec la diminution au cours de l'exercice 2018, ils sont de 10.116.450 € fin 2018.

En 2018, nous avons revu notre manière de comptabiliser les subsides. Jusqu'à fin 2017, les subsides étaient comptabilisés en produit au moment de leur encaissement. À partir de 2018, nous avons choisi de comptabiliser les subsides au fur et à mesure de la réalisation des projets. Cette manière de faire est plus conforme à la réalité économique de l'organisation.

Si nous n'avions pas changé de méthode, le résultat de 2018 aurait été augmenté de 1.679.320 €.

Le déficit important retient toute l'attention du management depuis plusieurs mois. Les pertes se creusent sur les métiers d'Asile et Migrations, ce qui force l'organisation à repenser son rôle. De nombreuses initiatives ont été entreprises pour réduire ce déficit, entre autres la renégociation de certains financements et la diminution de dépenses dans certains projets. Tout ceci doit se faire en conservant un impact maximal auprès de nos publics cibles.

L'activité s'est aussi révélée moins importante que ce qui était prévu lors de l'élaboration du budget 2018, qui était particulièrement ambitieux en matière de coopération internationale.

Récolte de fonds

La générosité du public en 2018 n'a pas failli :

- La réponse à la crise humanitaire provoquée par le tsunami à Palu (Célèbes) a été importante.
- Caritas International a été inscrite dans de nombreux testaments et a ainsi pu bénéficier de sommes importantes au titre de legs. Ces sommes sont par nature difficiles à estimer et les montants de 2018 étaient supérieurs à nos attentes.

International

- Dans le cadre de la crise « Famine » de 2017, plusieurs projets ont été mis en œuvre via le réseau Caritas.
- Les deux importants programmes avec la DGD se sont poursuivis (programme quinquennal EMMO et Programme pour la Réduction des Risques de Catastrophes). Le programme PRRC était en phase de finalisation à la date de clôture de l'exercice.

Asile & Migration

- Cette année, suite à des changements politiques, le centre de Scherpenheuvel a été fermé en septembre et rouvert en urgence sous un nouveau format en octobre. Ceci a engendré des surcoûts.
- Les recettes et dépenses liées au programme de retour volontaire et pour l'intégration des réfugiés reconnus et demandeurs d'asile en Belgique sont en augmentation.

* Résultat comme présenté par le conseil d'administration à l'assemblée générale de juin.



Bilan 2018

Actif	en €
Immobilisations incorporelles	307.781,51
Immobilisations corporelles	3.559.976,22
Immobilisations financières	50,00
Créances à un an au plus	3.716.949,29
Placements de trésorerie	5.111.050,49
Valeurs disponibles	5.619.013,72
Comptes de régularisation	871.624,11
Total	19.186.445,34

Passif	en €
Fonds propres	2.880.472,41
Passif Social	2.215.691,09
Fonds affectés à des projets définis	10.116.449,59
Bénéfice reporté	334.884,34
Provisions	441.645,64
Dettes à 1 an au plus	3.197.302,27
Total	19.186.445,34

Compte de résultats 2018

Recettes	en €	%
Dons	3.942.754,51	14,02
Dons via Consortium 12-12	234.283,37	0,83
Legs	2.913.567,89	10,36
Region Bruxelles Capitale	127.628,30	0,45
Villes, Communes, Provinces	10.250,00	0,04
Multilateral institution	255.038,58	0,91
Enabel	328.095,59	1,17
Fonds Belge pour la sécurité alimentaire	1.367.402,00	4,86
Gouvernement belge - DGD	4.065.754,33	14,46
Min. de la Justice - Min. Intérieur	108.507,01	0,39
Gouvernement Belge - Fedasil	8.023.787,80	28,53
Coordination et Initiatives pour Réfugiés et Etrangers	2.145.653,02	7,63
11.11.11	72.944,75	0,26
Union Européenne	531.549,40	1,89
Vluchtelingenwerk Vlaanderen	2.185,29	0,01
Fondations, autres Caritas, divers...*	1.378.255,43	4,90
European Reintegration Network	1.281.740,45	4,56
Subsides à l'emploi (Actiris, Maribel, ...)	303.355,39	1,08
Autres produits d'exploitation	519.329,45	1,85
Produits financiers	178.092,21	0,63
Produits exceptionnels	329.142,61	1,17
Total	28.119.317,38	100

Dépenses	en €	%
Accueil demandeurs d'asile	9.240.208,00	29,60
Programmes migrants (1 ^{ère} ligne, MENA, Intégration)	1.318.114,42	4,22
Retour volontaire	3.893.141,84	12,47
Coopération Internationale	12.515.372,60	40,09
Communication et récolte de fonds	1.416.137,02	4,54
• Education	99.126,31	0,32
• Récolte de fonds	612.790,77	1,96
• Plaidoyer	160.026,71	0,51
• Communication externe	461.744,77	1,48
• Communication interne	82.448,46	0,26
Frais de fonctionnement	2.832.952,79	9,08
• Frais de fonctionnement généraux	2.038.212,35	6,53
• Droits de succession	794.740,44	2,55
Total	31.215.926,67	100

Résultat de l'exercice	- 3.096.609,29
Augmentation (-) / Diminution (+) des fonds destinés	3.023.879,29
Dotation passif social	72.730,00
Résultat de l'exercice à reporter	0,00

Remerciements

Nous souhaitons tout particulièrement remercier :

- Tous nos généreux donateurs

- Tous nos bénévoles enthousiastes et nos propriétaires solidaires

- Les évêchés, paroisses et congrégations religieuses

- Les entreprises, fondations et ASBL

- Les organisations coupoles : CNCN-11.11.11 / 11.11.11 / Acodev / Ngo-federatie / Ciré / Vluchtelingenwerk Vlaanderen / Concord / Voice

- Les médias, et en particulier : Cathobel (Dimanche et RCF) / la Libre Belgique - Move with Africa / Kerknet / Kerk & Leven / Tertio / le portail 'Thomas' de la KULeuven

- Caritas Internationalis / Caritas Europa / Caritas in Belgium / Commission Justice & Paix / Annoncer la Couleur / Kleur Bekennen / Netwerk Rechtvaardigheid en Vrede / CAP Brabantia / Convivial / le réseau ERSO / le Consortium 12-12 et tous nos partenaires en Belgique et à l'étranger

- Les écoles, UCSIA, KU Leuven, CESSMIR Gent, les professeurs et les jeunes qui ont collaboré avec enthousiasme à nos actions, ateliers et journées d'étude

- Nos collaborateurs en Belgique et à l'étranger qui, jour après jour, concrétisent notre engagement

- Nos partenaires institutionnels :

Les Nations Unies
UN Pooled Funds / UNICEF

L'Union Européenne
ECHO / DG Devco / Fonds européen pour les Réfugiés / Fonds Asile, Migration et Intégration (AMIF)

Le gouvernement fédéral
Direction de la Coopération au Développement (DGD) / Agence belge de développement (Enabel) / Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile (Fedasil) / Secrétariat d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté / SPF Emploi, Travail et Concertation sociale - Maribel social / SPP Intégration sociale / La Loterie Nationale

De Vlaamse overheid
Departement Buitenlandse Zaken / Departement Leefmilieu, Natuur en Energie / Departement Onderwijs en Vorming

Fédération Wallonie-Bruxelles et Région Wallonne
Wallonie Bruxelles International (WBI) / Département Travaux publics, Santé, Action sociale et Patrimoine

La Région de Bruxelles-Capitale
Office Régional Bruxellois de l'Emploi (Actiris) / Bruxelles international - Bruxelles Environnement

Les provinces et communes



François Cornet

"Sans le soutien précieux de nombreuses personnes, associations et organisations, tous nos projets ne pourraient être menés à bien.

Merci de tout cœur!"

François Cornet, directeur

38

PAYS

SONT VISÉS PAR NOS PROJETS
D'URGENCE ET DE DÉVELOPPEMENT

165

ORGANISATIONS

FORMENT LE RÉSEAU
MONDIAL CARITAS

22

SITUATIONS

DE CRISE OÙ NOUS AVONS
PU INTERVENIR AVEC NOS
PARTENAIRES CARITAS

Caritas International, asbl

Rue de la Charité 43

1210 Bruxelles

T + 32 2 229 36 11

IBAN BE88 0000 0000 4141 / BIC BPOTBEB1

www.caritasinternational.be



caritasintbe



Éditeur responsable

François Cornet, directeur Caritas International

Rue de la Charité 43

1210 Bruxelles